

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13418]

3 MEI 2019. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 31 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de financiering van zorg bij gebruik van zorgvoorzieningen over de grenzen van de deelstaat

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 31 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de financiering van zorg bij gebruik van zorgvoorzieningen over de grenzen van de deelstaat.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.

- Ontwerp van decreet, nr. 817-1.

- Commissieverslag nr. 817-2.

- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 817-3.

Integraal verslag.

- Bespreking en aanneming.

- Vergadering van 2 mei 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/30575]

3 MAI 2019. — Décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de bâtiments scolaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1959 organisant le régime des prestations de surveillants et maîtres d'études des établissements d'enseignement moyen et technique de l'Etat

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 8 avril 1959 organisant le régime des prestations de surveillants et maîtres d'études des établissements d'enseignement moyen et technique de l'Etat, les alinéas 2 et 3 sont supprimés et remplacés par des alinéas rédigés comme suit :

« Pour la détermination de la durée du travail, les heures de présence des membres du personnel dans l'internat entre vingt-deux heures trente et six heures trente sont considérées comme du temps pendant lequel le membre du personnel est à la disposition de l'employeur et sont rémunérées à concurrence de quatre heures.

La durée hebdomadaire du travail, en comptabilisant toutes les heures de présence du travailleur dans l'internat en ce compris celles entre vingt-deux heures trente et six heures trente, ne peut dépasser 48 heures en moyenne sur une période de référence de dix mois commençant le 1^{er} septembre et se terminant le 30 juin.

La période de référence visée à l'alinéa 1^{er} est portée à douze mois commençant le 1^{er} septembre et finissant le 31 août pour ce qui concerne les homes d'accueil permanent.

Le nombre de prestations des membres du personnel imposant de dormir sur place ne peut dépasser trois nuits par semaine en moyenne sur la période des dix mois. »

TITRE II. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Art. 2. A l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et

normal de l'Etat, tel que modifié par le décret du 19 juillet 2017, les termes « au 1^{er} janvier de l'année » sont remplacés par les termes « au 31 décembre de l'année civile en cours ».

**TITRE III. — Dispositions modifiant la loi du 19 juillet 1971
relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire**

Art. 3. A l'article 4^{ter} de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont introduites :

- 1° au § 2, 4°, les termes « cette formation peut être rencontrée par l'organisation d'un cours de sciences ou par l'organisation conjointe d'un cours de physique, d'un cours de chimie et d'un cours de biologie, au choix des Pouvoirs organisateurs ou des Fédérations de Pouvoirs organisateurs; » sont insérés entre les termes « 3 et 5 périodes hebdomadaires; » et « dans l'enseignement technique »;
- 2° au § 3, alinéa 2, 2°, b), les termes « cette formation peut être rencontrée par l'organisation d'un cours de sciences ou par l'organisation conjointe d'un cours de physique, d'un cours de chimie et d'un cours de biologie, au choix des Pouvoirs organisateurs ou des Fédérations de Pouvoirs organisateurs; » sont insérés entre les termes « six périodes hebdomadaires; » et « dans l'enseignement technique ».

Art. 4. L'article 4^{quinqüies}, § 4, 2, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1971 précitée est remplacé par la disposition suivante :

« La formation commune peut également comprendre 1 ou 2 période(s) de formation historique et/ou 1 ou 2 période(s) de formation géographique, au choix du Pouvoir organisateur. Les périodes de formation historique, de formation géographique et de formation sociale et économique peuvent être regroupées. ».

Art. 5. A l'article 4^{septies} de la même loi, il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Les grilles horaires sont transmises aux services du Gouvernement au plus tard le 31 mars de l'année scolaire précédant l'année scolaire de leur mise en application. ».

**TITRE IV. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971
déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers**

Art. 6. Dans l'article 5, alinéa 4, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « le ministre » et le mot « peut ».

**TITRE V. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 20 juin 1975
relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire**

Art. 7. A l'article 13, § 3, de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 1, les mots « Si le membre du personnel a une ancienneté de service de 10 ans au moins et une ancienneté de fonction de 6 ans au moins : » sont remplacés par « Le membre du personnel bénéficie de l' » ;
- 2° le point 2 est abrogé.

**TITRE VI. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans
l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement
normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique**

Art. 8. A l'article 12, § 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 1°, les mots « Si le membre du personnel compte une ancienneté de fonction de 6 ans au moins : » sont remplacés par « Le membre du personnel bénéficie de l' » ;
- 2° le point 2° est abrogé.

Art. 9. A l'article 13, § 2, de l'arrêté royal précité, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 1°, les mots « Si le membre du personnel a une ancienneté de service de 10 ans au moins et une ancienneté de fonction de 6 ans au moins : » sont remplacés par « Le membre du personnel bénéficie de l' » ;
- 2° le point 2° est abrogé.

**TITRE VII. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les
établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein
exercice et de promotion sociale**

Art. 10. A l'article 12, § 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 1, les mots « Si le membre du personnel compte une ancienneté de fonction de 6 ans au moins : » sont remplacés par « Le membre du personnel bénéficie de l' » ;
- 2° le point 2 est abrogé.

Art. 11. A l'article 13, § 2, de l'arrêté royal précité, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 1, les mots « Si le membre du personnel a une ancienneté de service de 10 ans au moins et une ancienneté de fonction de 6 ans au moins : » sont remplacés par « Le membre du personnel bénéficie de l' » ;
- 2° le point 2 est abrogé.

TITRE VIII. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés

Art. 12. A l'article 12, § 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 1°, les mots « Si le membre du personnel compte une ancienneté de fonction de 6 ans au moins : » sont remplacés par « Le membre du personnel bénéficie de l' » ;
- 2° le point 2° est abrogé.

Art. 13. A l'article 13, § 2, de l'arrêté royal précité, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 1°, les mots « Si le membre du personnel a une ancienneté de service de 10 ans au moins et une ancienneté de fonction de 6 ans au moins : » sont remplacés par « Le membre du personnel bénéficie de l' » ;
- 2° le point 2° est abrogé.

TITRE IX. — Disposition modifiant la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977

Art. 14. A l'alinéa 2, 1°, de l'article 76 (Communauté française) de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « ou engagés » sont insérés entre le mot « désignés » et les mots « , à leur demande » ;
- 2° les mots « , à moins qu'ils soient désignés ou engagés dans une fonction en pénurie sévère » sont ajoutés après les mots « l'âge de 67 ans ».

TITRE X. — Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Art. 15. L'article 10*decies*, § 6, tel que modifié par le décret du 20 décembre 2011, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est modifié comme suit :

- 1° dans l'alinéa 2, les mots « le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente du membre du personnel est suspendue » sont remplacés par les mots « aucun traitement d'attente ou subvention-traitement d'attente n'est accordé au membre du personnel pour toute la durée du dépassement ».
- 2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « En cas de dépassement de moins de 15 % des montants visés aux §§ 2 et 3, le montant du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente du membre du personnel est, pour toute la durée du dépassement, réduit à concurrence du pourcentage de dépassement des revenus par rapport à ces montants, même si l'activité ne s'étend pas sur toute l'année. ».

Art. 16. L'article 10*duodecies*, § 3, alinéa 2, du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

« Dans les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les centres psycho-médico-sociaux, la prolongation visée à l'alinéa 1^{er} peut être autorisée, à la demande du membre du personnel, jusqu'au 31 août de l'année académique au cours de laquelle ce dernier est admissible à la pension. ».

Art. 17. L'article 10*vicies*, § 6, du même arrêté royal, est modifié comme suit :

- 1° dans l'alinéa 2, les mots « le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente du membre du personnel est suspendu » sont remplacés par les mots « aucun traitement d'attente ou subvention-traitement d'attente n'est accordé au membre du personnel pour toute la durée du dépassement ».
- 2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « En cas de dépassement de moins de 15 % des montants visés aux §§ 2 et 3, le montant du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente du membre du personnel est, pour toute la durée du dépassement, réduit à concurrence du pourcentage de dépassement des revenus par rapport à ces montants, même si l'activité ne s'étend pas sur toute l'année. ».

TITRE XI. — Disposition modifiant l'Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Art. 18. À l'article 58, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, le mot « 38 » est remplacé par le mot « 16 ».

TITRE XII. — Disposition modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 19. A l'article 5 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, il est inséré au § 2, un point 20°, rédigé comme suit :

« 20° un montant exceptionnel de 11 000 000 € ventilé de 2019 à 2024, issu des moyens financiers disponibles inscrits dans la partie du budget de la Communauté française relevant des infrastructures sportives, via répartition vers la dotation au Fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française, à destination du projet conjoint sport/scolaire, visé au point 18°, de construction, à Anderlecht, rue Léopold de Swaef, d'infrastructures sportives qui seront gérées par l'Administration de l'Education Physique et des Sports. ».

TITRE XIII. — Disposition modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance

Art. 20. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance, les mots « Un professeur de cours techniques et de pratique professionnelle » sont remplacés par les mots « Un professeur de cours techniques ou de pratique professionnelle ».

**TITRE XIV. — Disposition modifiant le décret du 1^{er} février 1993
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné**

Art. 21. L'article 29^{quater}, 2^o, alinéa 3, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les mots « S'il pose sa candidature dans les formes et les délais prescrits, par dérogation à l'article 42^{bis} du présent décret, le pouvoir organisateur procède à l'engagement à titre définitif dans l'emploi » sont insérés après les mots suivants « le pouvoir organisateur est délié de l'obligation de reconduction ». »

**TITRE XV. — Disposition modifiant le décret du 6 juin 1994
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné**

Art. 22. L'article 35 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 35. — § 1^{er}. En cas de licenciement, un membre du personnel désigné à titre temporaire perd la priorité acquise auprès du pouvoir organisateur concerné. Il la recouvre néanmoins s'il est engagé à nouveau par ce pouvoir organisateur.

En cas de démission volontaire, un membre du personnel désigné à titre temporaire perd la priorité acquise auprès du pouvoir organisateur concerné. Il la recouvre néanmoins si, après avoir démissionné, il est engagé à nouveau par ce pouvoir organisateur.

§ 2. En cas de démission volontaire, un membre du personnel nommé à titre définitif perd la priorité acquise auprès du pouvoir concerné. Il la recouvre néanmoins si, après avoir démissionné, il est engagé à nouveau par ce pouvoir organisateur. »

Art. 23. A l'article 59, alinéa 1^{er}, 1^o, il est inséré les termes suivants « , sans préjudice de l'article 35, § 2, dans l'hypothèse où il serait engagé à nouveau par le pouvoir organisateur qui l'employait avant sa démission » après les termes « la démission volontaire ». »

TITRE XVI. — Dispositions modifiant le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 24. Il est inséré un article 5/2 dans le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, rédigé comme suit :

« Article 5/2. § 1^{er}. À la demande du pouvoir organisateur, à titre tout à fait exceptionnel, le Ministre peut accorder un congé ponctuel et déterminé au membre du personnel qui souhaite effectuer bénévolement une mobilité dans le cadre d'un programme de coopération à visée humanitaire et/ou d'échanges internationaux ne faisant pas partie du sous-programme sectoriel « Còmenius » visé à l'article 5/1, § 1^{er}.

§ 2. Le congé visé au paragraphe précédent est rémunéré ou subventionné et assimilé à une période d'activité de service. »

Art. 25. A l'article 8 du même décret, il est inséré un point d, rédigé comme suit :

« d, les congés pour mission accordés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention peuvent porter sur un nombre de périodes inférieur à celui requis pour la fonction à prestations complètes sans pouvoir être inférieur à 6 périodes par semaine pour les personnes prestant dans l'enseignement fondamental, à 5 périodes par semaine pour les personnes prestant dans l'enseignement secondaire inférieur et à 4 périodes par semaine pour les personnes prestant dans l'enseignement secondaire supérieur, pour toute la durée de cette mission. »

Art. 26. Dans l'article 14 du même décret, l'alinéa 2 est complété par les mots : « , d'un Pouvoir organisateur ou d'un centre de gestion tel que défini aux articles 114 et suivants du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs. »

TITRE XVII. — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 27. A l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Dans le paragraphe 2, alinéa 3, 2^o, les mots « entre le 2 novembre 2019 et le 1^{er} février 2020; » sont remplacés par les mots « entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 avril 2020; »;

2^o Dans le paragraphe 2, alinéa 3, 3^o, les mots « entre le 2 novembre 2020 et le 1^{er} février 2021. » sont remplacés par les mots « entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 avril 2021. »;

3^o Dans le paragraphe 6, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Pour les écoles qui ont déposé leur plan de pilotage entre le 1^{er} et le 30 avril 2019, le délégué au contrat d'objectifs dispose d'un délai de 90 jours calendrier pour réaliser l'analyse de cette adéquation. »

Art. 28. A l'article 79, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, l'alinéa 2 est complété par les mots suivants :

« Les élèves des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4 ayant accumulé plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée avant le premier jour d'inscription effective dans la nouvelle école peuvent être soumis à la procédure prévue à l'article 26, alinéas 3 et suivants, du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire. »

Art. 29. L'article 79/5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur peut augmenter les nombres communiqués en application de l'alinéa précédent à partir du jour fixé en application de l'article 79/8, § 1^{er}, alinéa 2, après en avoir informé la CIRI.

Dès le lendemain du jour fixé en application de l'article 79/21, § 4, alinéa 1^{er}, et jusqu'au plus tard le sixième jour ouvrable scolaire de l'année scolaire, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur ne peut plus augmenter le nombre d'élèves visés à l'alinéa 1^{er}, 1° que de maximum 2 %, arrondi à l'unité supérieure, du nombre déclaré à cette date. ».

Art. 30. L'article 79/22 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir du sixième jour ouvrable scolaire de l'année scolaire, l'inscription d'un élève en ordre utile est supprimée, si celui-ci ne s'est pas présenté dans l'établissement et si ni lui-même s'il est majeur, ni ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, n'ont pu justifier le caractère régulier de l'absence, tel que fixé dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire. Lorsque l'information selon laquelle une place en ordre utile a été attribuée à l'élève lui est communiquée au-delà du 1^{er} septembre, le délai est de trois jours ouvrables scolaires à dater de la réception de la notification. ».

Art. 31. L'article 79/24, § 2, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir du 1^{er} septembre, si un élève auquel une place a été proposée est absent depuis 3 jours ouvrables scolaires à compter de la rentrée scolaire effective dans l'établissement ou de l'envoi par la CIRI de l'information selon laquelle une place a été attribuée à l'élève, et n'a pas pu justifier le caractère régulier de son absence, tel que fixé dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, l'établissement enregistre son désistement et en informe la CIRI conformément à l'alinéa précédent. ».

Art. 32. L'article 80, § 1^{er} bis, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Les établissements d'enseignement fondamental de la Communauté française doivent informer les services du Gouvernement, pour chacune de leurs implantations, du nombre de places disponibles pour chaque année d'études dans l'enseignement ordinaire et pour chaque type et maturité dans l'enseignement spécialisé.

Les établissements d'enseignement secondaire de la Communauté française doivent informer les services du Gouvernement de l'indisponibilité de places pour chaque année d'études, forme et option dans l'enseignement ordinaire et pour chaque type, forme, phase et option dans l'enseignement spécialisé.

Ces informations doivent être disponibles à tout moment de l'année pour l'année scolaire en cours et à partir du mois de janvier pour l'année scolaire suivante.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles les données doivent être mises à disposition des services du Gouvernement. ».

Art. 33. Dans les articles 80, § 1^{er}, alinéa 2, et 88, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, le terme « complémentaire » est remplacé par « supplémentaire ».

Art. 34. Dans les articles 80, § 3, alinéa 1^{er}, et 88, § 3, alinéa 1, du même décret, les mots « A l'exception du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'article 79/24 ».

Art. 35. L'article 88, § 1^{er} bis, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Les pouvoirs organisateurs ou leur délégué doivent informer les services du Gouvernement, pour chaque implantation de leurs établissements d'enseignement fondamental, du nombre de places disponibles pour chaque année d'études dans l'enseignement ordinaire et pour chaque type et maturité dans l'enseignement spécialisé.

Les pouvoirs organisateurs ou leur délégué doivent informer les services du Gouvernement, pour chaque établissement d'enseignement secondaire, de l'indisponibilité de places pour chaque année d'études, forme et option dans l'enseignement ordinaire et pour chaque type, forme, phase et option dans l'enseignement spécialisé.

Ces informations doivent être disponibles à tout moment de l'année pour l'année scolaire en cours et à partir du mois de janvier pour l'année scolaire suivante.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles ces dispositions doivent être mises à disposition des services du Gouvernement. ».

Art. 36. Au chapitre X du même décret les mots « de plein exercice » sont abrogés.

TITRE XVIII. — Disposition modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Art. 37. A l'article 100bis du décret du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est remplacé par une disposition rédigée comme suit :

« § 2. Le Gouvernement crée une Commission de reconnaissance de l'expérience utile, ci-après dénommée la Commission, pour les membres du personnel enseignant de l'ensemble des domaines de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et pour les membres du personnel exerçant une fonction de cours artistiques dans l'enseignement de plein exercice.

La Commission décide si les compétences attestées ou déclarées et prouvées contribuent à assurer la formation requise pour la fonction à conférer. »;

2° au § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « le Directeur général de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement subventionné ou son délégué de rang 12 » sont remplacés par les mots « un fonctionnaire de rang 12 au moins au sein des services assurant la gestion des personnels de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, ou son délégué de rang 10 » ;

b) à l'alinéa 4, les mots « un avis définitif » sont remplacés par les mots « sa décision » ;

3° au § 5, alinéa 2, les mots « les avis sont donnés » sont remplacés par les mots « les décisions sont rendues » ;

4° au § 6, les mots « d'émettre un avis » sont remplacés par les mots « de rendre une décision » ;

5° au § 7, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 1°, les mots « remet au Gouvernement un avis de reconnaissance d'expérience utile telle que définie au présent article » sont remplacés par les mots « prend une décision » ;
- b) le 2° est remplacé par ce qui suit :
« 2° soit, avertit le requérant par envoi recommandé qu'elle ne dispose pas des éléments suffisants lui permettant de prendre sa décision. Le requérant dispose alors d'un délai de quinze jours ouvrables scolaires à dater de la notification pour fournir des éléments complémentaires à la Commission. Dans ce cas, la Commission est tenue de prendre sa décision dans les six mois qui suivent la date de réception de la demande initiale. ».

6° au § 8, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « le Gouvernement peut décider sur avis de la Commission précitée, » sont remplacés par les mots « la Commission peut décider » ;
- b) au c) les mots « Lorsque la Commission précitée » sont remplacés par les mots « Lorsqu'elle ».

TITRE XIX. — Disposition modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 38. L'article 45, alinéa 3, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, est remplacé par la disposition suivante :

« Les nombres, calculés au 15 janvier, sont applicables du 1^{er} septembre au 31 août de l'année scolaire qui suit le comptage. Sont pris en compte pour le comptage du 15 janvier les élèves qui réunissent les conditions suivantes :

- 1° être âgé d'au moins deux ans et demi au 15 janvier de l'année scolaire en cours ;
- 2° avoir fréquenté la même école maternelle ou implantation maternelle à comptage séparé pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 11^e jour d'ouverture des écoles suivant les vacances d'automne, à condition qu'à la date du 15 janvier, leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école ou implantation à comptage séparé faisant suite à un changement d'école établi en bonne et due forme n'ait pas été prise. ».

TITRE XX. — Disposition modifiant le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visées à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et organisant une procédure de dérogation limitée

Art. 39. A l'article 12, § 1^{er}, du décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visées à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et organisant une procédure de dérogation limitée, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, 1°, les termes « le directeur général de l'enseignement obligatoire » sont remplacés par « l'Administrateur général de l'Enseignement » ;
- 2° à l'alinéa 2, 4°, les termes « ou leur délégué respectif, » sont insérés entre les mots « Conseil général de l'enseignement fondamental, » et « sauf si l'un de ceux-ci » ;
- 3° à l'alinéa 2, 5°, les termes « ou leur délégué respectif, » sont insérés entre les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire, » et « sauf si l'un de ceux-ci » ;
- 4° l'alinéa 5 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« La commission ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, la commission peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. ».

TITRE XXI. — Dispositions modifiant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire

Art. 40. L'article 7, § 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire est complété par un texte rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut décider de l'organisation obligatoire de maximum deux demi-jours de formation supplémentaires au niveau visé par l'article 3, § 1^{er}, 1°, dont il fixe, pour les établissements concernés, le public cible, le nombre, la ou les thématique(s) abordée(s) ainsi que, le cas échéant, la période où ils sont organisés. Le Gouvernement peut répartir l'ensemble du public cible en cohortes et étaler l'organisation de ces demi-jours supplémentaires sur un maximum de trois années scolaires. Sauf avec l'accord des Fédérations de pouvoirs organisateurs et du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ainsi que des organisations syndicales, il prend ces décisions au moins un an avant l'organisation de ces formations.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut décider de l'organisation obligatoire de maximum quatre demi-jours supplémentaires aux niveaux visés par l'article 3, § 1^{er}, 2° ou 3°, dont il fixe, pour les établissements concernés, le public cible, le nombre, la ou les thématique(s) abordée(s) ainsi que, le cas échéant, la période où ils sont organisés. Le Gouvernement peut répartir l'ensemble du public cible en cohortes et étaler l'organisation de ces demi-jours supplémentaires sur un maximum de trois années scolaires. Sauf avec l'accord des Fédérations de pouvoirs organisateurs et du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ainsi que des organisations syndicales, il prend ces décisions au moins un an avant l'organisation de ces formations.

Les formations visées au paragraphe 1^{er} peuvent s'organiser en présentiel ou à distance.

Les demi-jours de formation supplémentaires visés aux alinéas 4 et 5 ne peuvent être organisés entre le 6 juillet et le 25 août. Ils ne peuvent être organisés du 1^{er} au 5 juillet et/ou du 26 au 31 août que si des formations identiques sont aussi proposées aux membres du personnel entre le 1^{er} septembre et le 30 juin.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le Gouvernement peut imposer les demi-jours supplémentaires visés aux alinéas 4 et 5 à tout membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire.

Une prime forfaitaire est octroyée aux membres du personnel lorsque le Gouvernement n'autorise pas la suspension des cours pour que les demi-jours de formation supplémentaires visés aux alinéas 4 et 5 puissent être organisés pendant les heures où les membres du personnel ont la charge de leur classe. Le Gouvernement en fixe le

montant, les conditions d'octroi et les modalités d'obtention. La prime afférente aux demi-jours de formation supplémentaires n'est octroyée aux membres du personnel qu'à condition qu'ils aient suivi l'ensemble de la formation incluant ces demi-jours supplémentaires.

Les demi-jours de formation supplémentaires visés aux alinéas 4 et 5 doivent être organisés tout au long de l'année; plusieurs sessions de contenu identique doivent être organisées à plusieurs moments différents pendant l'année scolaire et au cours des vacances et congés. Les demi-jours de formation supplémentaires donnant lieu à l'octroi d'une prime sont organisés en présentiel le week-end ou durant les vacances ou congés scolaires ou à distance en dehors des heures où le membre du personnel a la charge de sa classe.

Sur une période de six années scolaires, l'ensemble des formations obligatoires organisées au niveau visé par l'article 3, § 1^{er}, 1^o, ne peut excéder un tiers de l'ensemble des formations obligatoires.

Le Gouvernement évalue le dispositif tant du point de vue technique que budgétaire et fixe les modalités de cette évaluation. ».

Art. 41. L'article 7, § 3, du même décret est abrogé.

TITRE XXII. — Dispositions modifiant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière

Art. 42. L'article 8, § 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière est complété par un texte rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut décider de l'organisation obligatoire de maximum deux demi-jours de formation supplémentaires au niveau visé par l'article 5, 1^o, dont il fixe, pour les établissements concernés, le public cible, le nombre, la ou les thématique(s) abordée(s) ainsi que, le cas échéant, la période où ils sont organisés. Le Gouvernement peut répartir l'ensemble du public cible en cohortes et étaler l'organisation de ces demi-jours supplémentaires sur un maximum de trois années scolaires. Sauf avec l'accord des Fédérations de pouvoirs organisateurs, du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ainsi que des organisations syndicales, il prend ces décisions au moins un an avant l'organisation de ces formations.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut décider de l'organisation obligatoire de maximum quatre demi-jours de formation supplémentaires aux niveaux visés par l'article 5, 2^o ou 3^o dont il fixe, pour les établissements concernés, le public cible, le nombre, la ou les thématique(s) abordée(s), ainsi que, le cas échéant, la période où ils sont organisés. Le Gouvernement peut répartir l'ensemble du public cible en cohortes et étaler l'organisation de ces demi-jours supplémentaires sur un maximum de trois années scolaires. Sauf avec l'accord des Fédérations de pouvoirs organisateurs, du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ainsi que des organisations syndicales, il prend ces décisions au moins un an avant l'organisation de ces formations.

Les formations visées au paragraphe 1^{er} peuvent s'organiser en présentiel ou à distance.

Les demi-jours supplémentaires visés aux alinéas 4 et 5 ne peuvent être organisés entre le 6 juillet et le 25 août. Ils ne peuvent être organisés du 1^{er} au 5 juillet et/ou du 26 au 31 août que si des formations identiques sont aussi proposées aux membres du personnel entre le 1^{er} septembre et le 30 juin.

Une prime forfaitaire est octroyée aux membres du personnel lorsque le Gouvernement n'autorise pas la suspension des cours pour que les demi-jours de formation supplémentaires visés aux alinéas 4 et 5 puissent être organisés pendant les heures où les membres du personnel ont la charge de leur classe. Le Gouvernement en fixe le montant, les conditions d'octroi et les modalités d'obtention. La prime afférente aux demi-jours de formation supplémentaires n'est octroyée aux membres du personnel qu'à condition qu'ils aient suivi l'ensemble de la formation incluant ces demi-jours supplémentaires.

Les demi-jours de formation supplémentaires visés aux alinéas 4 et 5 doivent être organisés tout au long de l'année; plusieurs sessions de contenu identique doivent être organisées à plusieurs moments différents pendant l'année scolaire et au cours des vacances et congés. Les demi-jours de formation supplémentaires donnant lieu à l'octroi d'une prime sont organisés en présentiel le week-end ou durant les vacances ou congés scolaires ou à distance en dehors des heures où le membre du personnel a la charge de sa classe.

Sur une période de six années scolaires, l'ensemble des formations obligatoires organisées au niveau visé par l'article 5, 1^o ne peut excéder un tiers de l'ensemble des formations obligatoires.

Le Gouvernement évalue le dispositif tant du point de vue technique que budgétaire et fixe les modalités de cette évaluation. ».

Art. 43. A l'article 8, § 4, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

TITRE XXIII. — Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel

Art. 44. À l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, le 7^o est abrogé.

TITRE XXIV. — Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 45. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, à l'article 4, § 2, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o au 9^o : le terme « spécial » est abrogé chaque fois ;
- 2^o le 11^o est remplacé par « maître de religion : membre du personnel chargé exclusivement du cours de la religion correspondante » ;
- 3^o il est ajouté un 18^o rédigé comme suit « 18^o maître de psychomotricité : membre du personnel qui assure les cours de psychomotricité. ».

Art. 46. Dans le même décret, il est inséré un article 8^{quater} rédigé comme suit :

« Art. 8^{quater}. L'enseignement spécialisé peut être organisé au niveau fondamental et secondaire sous la forme d'une classe ou d'une implantation à visée inclusive.

Une classe à visée inclusive est un groupe classe d'élèves à besoins spécifiques inscrits dans l'enseignement spécialisé de type 2 porteurs ou non d'autisme ou de type 3 pour les élèves porteurs d'autisme implantée au sein d'une école de l'enseignement ordinaire. L'objectif premier pour les élèves qui participent à ce type de projet consiste en une inclusion sociale et relationnelle en vue d'acquérir divers apprentissages dans un milieu scolaire de vie ordinaire.

Une implantation à visée inclusive est composée d'une ou de plusieurs classes à visée inclusive. ».

Art. 47. Dans le même décret, l'article 9, alinéa 2, est abrogé.

Art. 48. Dans le même décret, à l'article 12, § 1^{er}, est ajouté un alinéa 4 rédigé comme suit :

« En outre, l'inscription dans l'enseignement secondaire spécialisé de type 8 est autorisée moyennant le respect des conditions suivantes :

- soit l'élève fréquente l'enseignement primaire spécialisé de type 8, entre le 15 octobre et le 30 juin de l'année précédente, et pour autant qu'il n'ait pas obtenu son CEB ;
- soit l'élève possède, entre le 15 octobre et le 30 juin de l'année précédente, une attestation d'orientation vers l'enseignement spécialisé de type 8 et est en intégration permanente totale dans l'enseignement primaire ordinaire, et pour autant qu'il n'ait pas obtenu son CEB. ».

Art. 49. Dans le même décret, l'article 12, § 3, est modifié par la disposition suivante :

« § 3. Si un élève qui a quitté l'enseignement spécialisé sollicite sa réinscription dans l'enseignement spécialisé dans un délai de moins de deux ans, un nouveau rapport d'inscription ne doit pas être nécessairement établi sauf si l'élève est réorienté dans un type différent de celui figurant sur l'attestation initiale.

Si un élève, en possession d'une attestation d'orientation vers l'enseignement spécialisé, mais qui n'a jamais été inscrit dans l'enseignement spécialisé, sollicite son inscription dans cet enseignement dans un délai de moins de deux ans à compter de la date de la signature de cette attestation d'orientation, un nouveau rapport d'inscription ne doit pas être nécessairement établi sauf si l'élève est réorienté dans un type différent de celui figurant sur l'attestation initiale.

Néanmoins, à la demande du directeur de l'établissement d'enseignement spécialisé, un rapport succinct sera fourni par le centre psycho-médico-social de la dernière école fréquentée. ».

Art. 50. Dans l'article 17 du même décret, il est inséré second alinéa rédigé comme suit :

« Des cours de psychomotricité peuvent être organisés. Ces cours sont assurés par un maître de psychomotricité. ».

Art. 51. Dans l'article 20, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « par un maître de psychomotricité, », sont insérés entre les mots « sont assurées » et le mot « par ».

Art. 52. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « à un maître de psychomotricité, » sont insérés entre les mots « d'éducation physique » et le mot « à un maître de travaux manuels ».

Art. 53. Dans le même décret, à l'article 26*bis*, § 3, alinéa 4, les mots « Au cours des trois premières années, » sont insérés avant le mot « deux ».

Art. 54. À l'article 29 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « § 1^{er}. Les instituteurs maternels, les membres du personnel exerçant les activités de maîtres d'activités éducatives, de maîtres d'enseignement individualisé et de maître de psychomotricité à prestations complètes assurent le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 1^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs. ».

Art. 55. À l'article 30 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les instituteurs, les maîtres de travaux manuels, les maîtres d'éducation musicale, les maîtres de seconde langue, les maîtres de morale non confessionnelle et de religion et de philosophie et citoyenneté, les membres du personnel exerçant les activités de maître d'enseignement individualisé, de maîtres d'activités éducatives et de maître de psychomotricité à prestations complètes assurent le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 3^o et 4^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs. »;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné peuvent charger les membres du personnel exerçant les activités de titulaires, de maîtres d'enseignement individualisé, de maîtres d'activités éducatives et de maître de psychomotricité, les maîtres de travaux manuels, les maîtres d'éducation musicale, les maîtres de seconde langue, les maîtres de morale non confessionnelle, de religion et de philosophie et citoyenneté d'assurer la surveillance des élèves 15 minutes avant le début des cours et 10 minutes après leur fin sans que la durée totale de leurs prestations de travail en classe, de surveillance telles que visées à l'article 8, § 1^{er}, 4), du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, et de missions de service à l'école et aux élèves visées aux articles 9, 10 et 11 de ce même décret ne puisse dépasser 1560 minutes par semaine.

La durée totale des prestations visées à l'alinéa 1^{er} est réduite à due concurrence lorsque le membre du personnel exerçant les activités de titulaire, de maître d'enseignement individualisé, de maître d'activités éducatives et de maître de psychomotricité, le maître de travaux manuels, le maître d'éducation musicale, le maître de seconde langue ou le maître de morale non confessionnelle, de religion et de philosophie et citoyenneté ne preste pas un horaire complet. ».

Art. 56. A l'article 43bis, § 1^{er}, dernier alinéa, du même décret, les mots « est déterminé » sont abrogés.

Art. 57. A l'article 44bis du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de surveillant-éducateur » sont remplacés par les mots « d'éducateur » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « surveillants-éducateurs » sont remplacés le mot « éducateurs ».

Art. 58. À l'article 46, § 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées les mots « 1, 3, 4, 5, 6 ou 7. » sont remplacés par les mots « 1, 3, 4, 5, 6, 7 ou 8. ».

Art. 59. L'article 55 du même décret est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Dans le cadre des formations pour lesquelles il existe un profil visé à l'article 47 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le Gouvernement peut autoriser, après avis motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, la programmation d'une formation relevant d'un autre secteur et/ou d'un autre groupe professionnels que ceux déjà organisés dans l'établissement scolaire. ».

Art. 60. A l'article 57, alinéa 2, du même décret, le mot « professionnel » est inséré entre les mots « secondaire » et « du ».

Art. 61. A l'article 67bis, § 6, alinéa 4, du même décret, les mots « Au cours des trois premières années, » sont insérés avant le mot « deux ».

Art. 62. A l'article 68 du même décret, au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, après le mot « cours », les mots « philosophiques ou de morale non confessionnelle » sont remplacés par les mots « de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et citoyenneté ».

Art. 63. A l'article 69 du même décret, au paragraphe 1^{er}, après le mot « cours », le mot « philosophiques » est remplacé par les mots « de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et citoyenneté ».

Art. 64. A l'article 81, alinéa 2, du même décret, le mot « l'inspecteur » est abrogé.

Art. 65. A l'article 87 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « 1, 2, 3, 4, 6 et 7 » sont remplacés par les mots « 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8. » ;

2° au 3°, les mots « 1, 2, 3, 4, 6 et 7 » sont remplacés par les mots « 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8. ».

Art. 66. A l'article 88, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « 1, 2, 3, 4, 6 et 7. » sont remplacés par les mots « 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8. ».

Art. 67. A l'article 91, § 1^{er}, du même décret, il est inséré un 18°bis, entre le 18° et le 19°, libellé comme suit :
« 18°bis Enseignement de type 8 et de forme 3 : 7 ».

Art. 68. A l'article 96 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de surveillant-éducateur » sont remplacés par les mots « d'éducateur » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « surveillants-éducateurs » sont remplacés par le mot « éducateurs ».

Art. 69. L'article 107 du même décret est complété comme suit :

« 15° dans l'enseignement du type 8 du niveau secondaire : 0,5. ».

Art. 70. A l'article 111, alinéa 4, du même décret, les mots « de surveillant éducateur » sont remplacés par les mots « d'éducateur ».

Art. 71. A l'article 112, alinéa 2, du même décret, les mots « de surveillant éducateur » sont remplacés par les mots « d'éducateur ».

Art. 72. A l'article 113bis, 1°, du même décret, les mots « 1, 2, 3, 4, 6, 7 » sont remplacés par les mots « 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8. ».

Art. 73. A l'article 116bis, alinéa 2, du même décret les mots « de surveillants-éducateurs » sont remplacés par les mots « d'éducateur ».

Art. 74. A l'article 131, 3°, du même décret, les mots « 1, 2, 3, 4, 5, 6, et 7. » sont remplacés par les mots « 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8. ».

Art. 75. A l'article 132, § 2, du même décret, il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 1 et 2, rédigé comme suit :

« Pour chaque élève relevant de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8, l'accompagnement est assuré par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8 ou par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 ou de forme 4. ».

Art. 76. A l'article 133, § 1^{er}, alinéa 5, du même décret le mot « secondaire » est abrogé.

Art. 77. A l'article 136, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au 2°, les mots « et, le cas échéant, les équipes psycho-médico-sociales de l'école spécialisée et de l'école ordinaire » sont insérés entre les mots « qui accueille l'élève » et « , ainsi que les modalités » ;

2° le 3° est remplacé par une disposition rédigée comme suit :

« 3° l'avis du centre psycho-médico-social qui accompagne l'élève au moment de l'introduction de la proposition d'intégration ; ».

Art. 78. A l'article 152 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots « et, le cas échéant, les équipes psycho-médico-sociales de l'école spécialisée et de l'école ordinaire » sont insérés entre les mots « qui accueille l'élève » et « , ainsi que les modalités » ;

2° le 3° est remplacé par une disposition rédigée comme suit :

« 3° l'avis du centre psycho-médico-social qui accompagne l'élève au moment de l'introduction de la proposition d'intégration ; ».

Art. 79. L'article 196 du même décret est complété par les alinéas suivants, rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut autoriser, l'organisation d'une ou plusieurs implantations d'enseignement spécialisé de type 5 même si ce type n'était pas déjà organisé ou subventionné dans l'école.

Chaque école qui organise l'enseignement spécialisé de type 2 ou de type 3 et qui atteint les normes de rationalisation prévue à la Section 2 du présent chapitre, peut organiser une classe ou une implantation à visée inclusive de mêmes types que ceux déjà organisés dans l'établissement.

Les élèves inscrits dans une classe ou une implantation à visée inclusive génèrent un capital-périodes utilisable selon les mêmes règles que pour les élèves de l'enseignement spécialisé du type d'enseignement dont ils relèvent.

Une implantation à visée inclusive, telle que définie à l'article 8*quater*, est composée au minimum de 7 élèves. Pour atteindre cette norme, les élèves de type 2 et de type 3 peuvent être additionnés, de même que les élèves du niveau maternel et primaire pour autant que ces deux niveaux sont déjà organisés dans l'établissement.

Le capital-périodes servant à l'encadrement généré par les élèves inscrits dans l'implantation à visée inclusive est augmenté d'une demi-charge pour le personnel enseignant. Cette demi-charge peut être transformée en demi-charge d'une fonction paramédicale ou éducative.

Le membre du personnel bénéficiant de cette demi-charge sera notamment chargé de chercher et développer les synergies nécessaires à l'inclusion progressive des élèves dans l'enseignement ordinaire, de préparer les séquences de cours pour placer l'enfant dans une situation de réussite, de proposer des hypothèses de travail, de gérer les arrivées et départ de l'école, de développer des contacts privilégiés avec les deux directions et d'informer les membres du personnel de l'enseignement ordinaire sur l'implantation à visée inclusive. ».

Art. 80. L'article 208, alinéa 2, du même décret est remplacé par une disposition rédigée comme suit :

« Si ces minima ne sont pas atteints, la (les) forme(s) ne répondant pas à la norme est (sont) supprimée(s), à partir du 1^{er} septembre suivant, ou l'école est supprimée, sauf dérogation accordée par le Gouvernement si la ou les forme(s) ou l'école répond(ent) à un réel besoin dans la zone d'enseignement. ».

Art. 81. L'article 209 du même décret est complété par les alinéas suivants, rédigés comme suit :

« Chaque école qui organise l'enseignement spécialisé de type 2 ou de type 3 et qui atteint les normes de rationalisation prévue à la section 4 du présent chapitre, peut organiser une classe ou une implantation à visée inclusive de mêmes types que ceux déjà organisés dans l'établissement.

Les élèves inscrits dans une classe ou une implantation à visée inclusive génèrent un capital-périodes utilisable selon les mêmes règles que pour les élèves de l'enseignement spécialisé du type et de la forme d'enseignement dont ils relèvent.

Une implantation à visée inclusive, tel que définie à l'article 8*quater*, est composée au minimum de 7 élèves. Pour atteindre cette norme, les élèves de type 2 et de type 3 peuvent être additionnés, de même que les élèves du niveau maternel et primaire pour autant que ces deux niveaux sont déjà organisés dans l'établissement.

Le capital-périodes servant à l'encadrement généré par les élèves inscrits dans l'implantation à visée inclusive est augmenté d'une demi-charge pour le personnel enseignant. Cette demi-charge peut être transformée en demi-charge d'une fonction paramédicale ou éducative.

Le membre du personnel bénéficiant de cette demi-charge sera notamment chargé de chercher et développer les synergies nécessaires à l'inclusion progressive des élèves dans l'enseignement ordinaire, de préparer les séquences de cours pour placer l'enfant dans une situation de réussite, de proposer des hypothèses de travail, de gérer les arrivées et départ de l'école, de développer des contacts privilégiés avec les deux directions et d'informer les membres du personnel de l'enseignement ordinaire sur l'implantation à visée inclusive. ».

TITRE XXV. — Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif au mode de preuve de la connaissance fonctionnelle de la langue française

Art. 82. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif au mode de preuve de la connaissance fonctionnelle de la langue française, les termes « article 20, alinéa 2, du décret » sont remplacés par les termes « article 20, § 3, du décret ».

TITRE XXVI. — Dispositions favorisant la stabilisation des jeunes enseignants dans le cadre de la lutte contre la pénurie

CHAPITRE I^{er}. — Disposition modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

Art. 83. A l'article 28, 1°, alinéa 4, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné les mots « moyennant l'approbation de la Commission centrale de gestion des emplois compétente » sont ajoutés après les mots « - de commun accord ».

CHAPITRE II. — Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 règlementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé

Art. 84. A l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 règlementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, au dernier alinéa, les mots « moyennant approbation de la Commission centrale de gestion des emplois » sont ajoutés après les mots « - de commun accord »;

2° au même paragraphe 4, il est ajouté un nouvel et dernier alinéa rédigé comme suit :

« Dans tous les cas, la Commission centrale de gestion des emplois apprécie souverainement les motifs invoqués dans la demande de non-reconduction. »;

- 3° un nouveau paragraphe 5 est ajouté, rédigé comme suit : « § 5. Les demandes de non-reconduction soumises à l'accord préalable de la Commission centrale de gestion des emplois doivent être introduites auprès d'elle chaque année, sous peine de forclusion, avant le 31 mai. ».

Art. 85. À l'article 16, § 5, de l'arrêté précité, un second alinéa, rédigé comme suit, est ajouté :

« La liste des tâches pouvant être confiées au membre du personnel dans le cadre de sa mise à disposition du pouvoir organisateur est fixée par arrêté par le ministre fonctionnel compétent. »

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé*

Art. 86. À l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 4, il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit : « Dans les deux cas, la Commission centrale de gestion des emplois apprécie souverainement les motifs invoqués dans la demande de non-reconduction »;
- 2° un nouveau paragraphe 5 est ajouté, rédigé comme suit : « § 5. Les demandes de non-reconduction soumises à l'accord préalable de la Commission centrale de gestion des emplois doivent être introduites auprès d'elle chaque année, sous peine de forclusion, avant le 31 mai. ».

Art. 87. À l'article 16, § 5, de l'arrêté précité, un second alinéa, rédigé comme suit, est ajouté :

« La liste des tâches pouvant être confiées au membre du personnel dans le cadre de la mise à disposition du pouvoir organisateur est établie par arrêté par le ministre fonctionnellement compétent. »

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés*

Art. 88. A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au dernier alinéa du paragraphe 4, les mots « moyennant l'approbation de la Commission centrale de gestion des emplois » sont ajoutés après les mots « - de commun accord »;
- 2° il est ajouté au paragraphe 4 un nouvel et dernier alinéa rédigé comme suit : « Dans tous les cas, la Commission centrale de gestion des emplois apprécie souverainement les motifs invoqués dans la demande de non-reconduction. »;
- 3° un nouveau paragraphe 5 est ajouté, rédigé comme suit : « § 5. Les demandes de non-reconduction soumises à l'accord préalable de la Commission centrale de gestion des emplois doivent être introduites auprès d'elle chaque année, sous peine de forclusion, avant le 31 mai. ».

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés*

Art. 89. À l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 4, il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit : « Dans les deux cas, la Commission centrale de gestion des emplois apprécie souverainement les motifs invoqués dans la demande de non-reconduction. »;
- 2° un nouveau paragraphe 5 est ajouté, rédigé comme suit : « § 5. Les demandes de non-reconduction soumises à l'accord préalable de la Commission centrale de gestion des emplois doivent être introduites auprès d'elle chaque année, sous peine de forclusion, avant le 31 mai. ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné*

Art. 90. À l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° il est ajouté au paragraphe 4 un nouvel et dernier alinéa rédigé comme suit : « Dans tous les cas, la Commission centrale de gestion des emplois apprécie souverainement les motifs invoqués dans la demande de non-reconduction. »;
- 2° un nouveau paragraphe 5 est ajouté, rédigé comme suit : « § 5. Les demandes de non-reconduction soumises à l'accord préalable de la Commission centrale de gestion des emplois doivent être introduites auprès d'elle chaque année, sous peine de forclusion, avant le 31 mai. ».

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné*

Art. 91. À l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° il est ajouté au paragraphe 4 un nouvel alinéa rédigé comme suit : « Dans tous les cas, la Commission centrale de gestion des emplois apprécie souverainement les motifs invoqués dans la demande de non-reconduction. »;

- 2° il est ajouté un nouveau paragraphe 5, rédigé comme suit : « § 5. Les demandes de non-reconduction soumises à l'accord préalable de la Commission centrale de gestion des emplois doivent être introduites auprès d'elle chaque année, sous peine de forclusion, avant le 31 mai. ».

CHAPITRE VIII. — Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 92. À l'article 16 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 3, aux points a) et b), les mots « ou, à titre expérimental pour l'année scolaire 2019-2020, au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante dans le cas où l'emploi visé est déjà pourvu au sein du pouvoir organisateur par un membre du personnel temporaire. Pour l'application des mesures préalables à la mise en disponibilité, le membre du personnel désigné ainsi au 1^{er} septembre est réputé avoir pris fonction au 30 juin précédent » sont ajoutés après les mots « le 1^{er} novembre ».
- 2° au paragraphe 4, au premier alinéa des points a) et b), les mots « ou, à titre expérimental pour l'année scolaire 2019-2020, au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante dans le cas où l'emploi visé est déjà pourvu au sein du pouvoir organisateur par un membre du personnel temporaire. Pour l'application des mesures préalables à la mise en disponibilité, le membre du personnel désigné ainsi au 1^{er} septembre est réputé avoir pris fonction au 30 juin précédent » sont ajoutés après les mots « les vacances d'hiver ». »

TITRE XXVII. — Disposition modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire

Art. 93. Dans l'article 27, alinéa 1^{er}, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, la phrase « Les résultats obtenus à l'épreuve externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. » est remplacée par la phrase « Sans préjudice de l'analyse permettant d'identifier les écoles en écart de performances visée à l'article 68, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, et sans préjudice des modalités arrêtées par le Gouvernement pour fixer l'attribution des périodes visées à l'article 4bis, § 6, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, destinées à l'expérimentation de pratiques permettant d'assurer une différenciation et un accompagnement personnalisé d'élèves du 2^{ème} cycle de la première étape du continuum pédagogique en lien avec l'apprentissage de la lecture, les résultats obtenus à l'évaluation externe non certificative ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. ».

Art. 94. Dans l'article 36/8, alinéa 1^{er}, du décret précité, la phrase « Les résultats obtenus aux épreuves externes certificatives ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. » est remplacée par la phrase « Sans préjudice de l'analyse permettant d'identifier les écoles en écart de performances visée à l'article 68, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, et sans préjudice des modalités arrêtées par le Gouvernement pour fixer l'attribution des périodes visées à l'article 16sexies/1, § 1^{er} du décret du 29 juillet 1992 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice destinées à l'expérimentation de pratiques permettant d'assurer une différenciation et un accompagnement personnalisé d'élèves du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, les résultats obtenus aux épreuves externes certificatives ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. ».

TITRE XXVIII. — Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française

Art. 95. A l'article 27 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 3, les mots « en son sein » sont insérés entre les mots « définitif » et «, le Pouvoir organisateur »;
- 2° un § 2bis, rédigé comme suit, est inséré :
- « § 2bis. Par dérogation au paragraphe 2, lorsque le puériculteur a accumulé un plus grand nombre de jours d'ancienneté auprès d'un autre Pouvoir organisateur que celui visé au paragraphe 2, il peut demander que sa nomination à titre définitif ait lieu auprès de cet autre Pouvoir organisateur, pour autant que :
- 1° le puériculteur ait accumulé auprès de cet autre pouvoir organisateur plus de 360 jours d'ancienneté, dont 360 jours au moins ont été acquis au cours des cinq années scolaires précédant l'année scolaire durant laquelle la nomination est proposée;
- 2° le puériculteur ait cessé de prêter auprès de cet autre pouvoir organisateur parce que ce dernier n'avait plus obtenu de poste de puériculteur;
- 3° cet autre pouvoir organisateur ait, à nouveau, obtenu un poste de puériculteur qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur nommé à titre définitif ou à titre provisoire, lors de l'année scolaire concernée par la proposition de nomination.

Dans le cas où le puériculteur demande à faire application du présent paragraphe, le Pouvoir organisateur visé au paragraphe 2 en informe le Président dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception de la proposition de nomination.

Lorsque le Président marque son accord sur la vérification des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, il en informe le Pouvoir organisateur visé au paragraphe 2 et adresse une nouvelle proposition de nomination au Pouvoir organisateur visé à l'alinéa 1^{er}. La procédure prévue au paragraphe 2 s'applique.

Lorsque le Président ne marque pas son accord sur la vérification des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, il en informe le Pouvoir organisateur visé au paragraphe 2. Le puériculteur dispose d'un nouveau délai de 10 jours ouvrables, à dater du jour où la décision du Président est notifiée au Pouvoir organisateur visé au paragraphe 2, pour faire part à ce dernier de son acceptation ou de son refus d'une nomination à titre définitif en son sein. La procédure prévue au paragraphe 2 s'applique. ».

Art. 96. A l'article 37 du même décret, au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 4, les mots « en son sein » sont insérés entre les mots « définitif » et «, le Pouvoir organisateur »;

2° un § 2bis, rédigé comme suit, est inséré :

« § 2bis. Par dérogation au paragraphe 2, lorsque le puériculteur a accumulé un plus grand nombre de jours d'ancienneté auprès d'un autre Pouvoir organisateur que celui visé au paragraphe 2, il peut demander que son engagement à titre définitif ait lieu auprès de cet autre Pouvoir organisateur, pour autant que :

- 1° le puériculteur ait accumulé auprès de cet autre pouvoir organisateur plus de 360 jours d'ancienneté, dont 360 jours au moins ont été acquis au cours des six années scolaires précédant l'année scolaire durant laquelle l'engagement à titre définitif est proposé;
- 2° le puériculteur ait cessé de prêter auprès de cet autre pouvoir organisateur parce que ce dernier n'avait plus obtenu de poste de puériculteur;
- 3° cet autre pouvoir organisateur ait, à nouveau, obtenu un poste de puériculteur qui n'est pas déjà occupé par un puériculteur engagé à titre définitif ou à titre provisoire, lors de l'année scolaire concernée par la proposition de nomination.

Dans le cas où le puériculteur demande à faire application du présent paragraphe, le Pouvoir organisateur visé au paragraphe 2 en informe le Président dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception de la proposition d'engagement à titre définitif.

Lorsque le Président marque son accord sur la vérification des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, il en informe le Pouvoir organisateur visé au paragraphe 2 et adresse une nouvelle proposition d'engagement à titre définitif au Pouvoir organisateur visé à l'alinéa 1^{er}. La procédure prévue au paragraphe 2 s'applique.

Lorsque le Président ne marque pas son accord sur la vérification des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, il en informe le Pouvoir organisateur visé au paragraphe 2. Le puériculteur dispose d'un nouveau délai de 10 jours ouvrables, à dater du jour où la décision du Président est notifiée au Pouvoir organisateur visé au paragraphe 2, pour faire part à ce dernier de son acceptation ou de son refus d'un engagement à titre définitif en son sein. La procédure prévue au paragraphe 2 s'applique. ».

TITRE XXIX. — Disposition modifiant le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique

Art. 97. A l'article 5, § 2, du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, les termes « 2020/2021 à 2025/2026 » sont remplacés par « 2019/2020 à 2024/2025 »;
- 2° à l'alinéa 3, les termes « 31 mai 2026 » sont remplacés par « 31 mai 2025 ». »

TITRE XXX. — Dispositions modifiant le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire

Art. 98. Dans l'article 4 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, un 21° rédigé comme suit, est inséré :

« 21° médiation : le processus confidentiel et structuré de concertation volontaire entre parties en conflit qui se déroule avec le concours d'un tiers indépendant, neutre et impartial qui facilite la communication et tente de conduire les parties à élaborer elles-mêmes une solution. ».

Art. 99. L'article 7, § 3, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par circonstances exceptionnelles, on entend notamment les plaintes adressées aux Services du Gouvernement et qui pourraient faire l'objet d'une résolution alternative par la médiation. ».

Art. 100. L'article 7, § 4, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Dans l'enseignement fondamental, indépendamment de toutes circonstances exceptionnelles, et dans l'enseignement secondaire, le Service de médiation scolaire peut être sollicité en cas de tensions dans le cadre de la mise en place d'aménagements raisonnables, conformément à l'article 102/2, § 1^{er}, du décret « Missions. ».

Art. 101. L'article 8 du même décret est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les médiateurs rendent compte de leurs actions à leurs Coordonnateurs, afin de leur permettre de rencontrer leurs missions décrites à l'article 9, § 3, via les outils prévus par les Services du Gouvernement. ».

Art. 102. L'article 22 du même décret est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les agents de cette Cellule sont soumis au secret professionnel. ».

Art. 103. L'article 25, alinéa 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Dans l'enseignement secondaire, dès qu'un élève mineur soumis à l'obligation scolaire compte 9 demi-journées d'absence injustifiée, le chef d'établissement est tenu de le signaler à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire. ».

Art. 104. L'article 26, alinéa 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« L'élève majeur qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée peut être exclu de l'établissement selon les modalités fixées aux articles 81, § 2, 82, 83, 89, § 2, 90 et 91 du décret « Missions » ».

TITRE XXXI. — Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française

Art. 105. A l'article 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, il est ajouté un § 8, rédigé comme suit :

« § 8. Les profils de fonction dans l'enseignement ordinaire pour la fonction d'accompagnateur CEFA reprise au § 1^{er} et d'éducateur reprise au § 2 et dans l'enseignement spécialisé pour les fonctions d'ergothérapeute, infirmier, kinésithérapeute, logopède, puéricultrice, assistant social et psychologue reprises aux §§ 3, 4 et 5, sont fixés par arrêté du Gouvernement, et pour l'enseignement subventionné, après avis de la commission paritaire compétente visée à

l'article 91, § 1^{er}, 1^o, a, et 2^o, a, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné et à l'article 85, 1^o, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné. ».

TITRE XXXII. — Disposition modifiant le décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en mathématiques, en sciences de base et en sciences générales et des compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification des humanités techniques et professionnelles en formation scientifique, en français, en formation sociale et économique ainsi qu'en formation historique et géographique

Art. 106. A l'article 11, § 1^{er}, du décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en mathématiques, en sciences de base et en sciences générales et des compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification des humanités techniques et professionnelles en formation scientifique, en français, en formation sociale et économique ainsi qu'en formation historique et géographique, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o à l'alinéa 2, 1^o, les termes « L'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par « l'Administrateur général de l'Enseignement ou son délégué » ;
- 2^o à l'alinéa 2, 4^o, les termes « ou leur délégué respectif, » sont insérés entre les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire, » et « sauf si l'un de ceux-ci » ;
- 3^o l'alinéa 5 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :
« La commission ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, la commission peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. ».

TITRE XXXIII. — Disposition modifiant le décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs communs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en éducation scientifique et des compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études

Art. 107. A l'article 6, § 1^{er}, du décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs communs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en éducation scientifique et des compétences minimales en mathématiques à l'issue de la section de qualification lorsque l'apprentissage des mathématiques figure au programme d'études, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o à l'alinéa 2, 1^o, les termes « L'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par « l'Administrateur général de l'Enseignement ou son délégué » ;
- 2^o à l'alinéa 2, 4^o, les termes « ou leur délégué respectif, » sont insérés entre les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire » et « sauf si l'un de ceux-ci » ;
- 3^o l'alinéa 5 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :
« La commission ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, la commission peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. ».

TITRE XXXIV. — Dispositions modifiant le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire

Art. 108. Dans le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o dans le titre de la section Ire du Chapitre Ier, les mots « Du Service chargé » sont remplacés par les mots « De la Direction chargée » ;
- 2^o dans les articles 1^{er}, § 2, 4, § 1^{er}, 1^o, 4, § 3, 7^o, et 5, § 4, les mots « du Service » sont remplacés par les mots « de la Direction » ;
- 3^o dans les articles 1^{er}, § 3, 2, 6, § 3, alinéa 3, 17, et 25, les mots « le Service » sont remplacés par les mots « la Direction » ;
- 4^o à l'article 21, alinéas 1^{er} et 2, les mots « au Service » sont remplacés par « à la Direction » ;
- 5^o à l'article 21, alinéa 2, les mots « de ce Service » sont remplacés par « de cette Direction » ;
- 6^o dans les articles 23 et 28, les mots « du Service visé » sont remplacés par « de la Direction visée ».

Art. 109. A l'article 6, § 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o il est inséré un nouvel alinéa entre les alinéas 2 et 3 rédigé comme suit :
« Le Gouvernement fixe, dans cette même liste, les orientations d'études pour lesquelles la possession de titres de compétences délivrés par le consortium de validation des compétences ou d'un Certificat de qualification relatifs à l'orientation d'études pour laquelle ils souhaitent présenter les examens est obligatoire. » ;
- 2^o au dernier alinéa, du même décret, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « aux alinéas précédents ».

Art. 110. L'article 6, § 4, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Durant le premier cycle uniquement, deux sessions d'examens conduisant à la délivrance du Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur sont organisées. La participation aux examens n'est permise qu'à l'une ou l'autre session. ».

Art. 111. L'article 7, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Est admissible aux examens en vue de l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire supérieur :

- 1^o tout candidat âgé de 16 ans au moment de l'inscription ;
- 2^o tout candidat ayant obtenu le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré. ».

Art. 112. L'article 9, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Pour être inscrit, le candidat doit participer à une séance d'information obligatoire, organisée par la Direction chargée de l'organisation des Jurys, relative aux épreuves qu'il souhaite présenter. ».

Art. 113. Dans les articles 9, alinéa 2, et 18, §§ 1^{er} et 2, les mots « le Président » sont remplacés par les mots « le Président ou son délégué ».

Art. 114. À l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au § 3, alinéa 2, les mots « langue moderne I (4 h) » sont remplacés par les mots « langue moderne I (2 h) »;
- b) le § 4, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Ils doivent présenter des examens dans :

- cinq matières obligatoires : français (3 h), mathématique (2 h), langue moderne I (2 h) (néerlandais, allemand, anglais), formation scientifique (2 h), formation historique et géographique (2 h) ;
- les cours théoriques et pratiques de l'option de base groupée. ».

Art. 115. L'article 19, § 4, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Par dérogation au § 3, 2°, fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui :

- 1° ayant obtenu au moins 50 % du total des points attribués à l'ensemble des matières, a obtenu entre 40 % et 50 % dans une ou plusieurs matières ;
- 2° ayant obtenu au moins 60 % du total des points attribués à l'ensemble des matières, a obtenu une note inférieure à 40 % dans une matière. ».

Art. 116. À l'article 21 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1, les mots « dans les cinq jours » sont remplacés par les mots « dans les dix jours »;
- 2° dans l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « dans les douze jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dans les quatorze jours »;
 - b) les mots « dans les deux jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dans les quatre jours ».

Art. 117. L'article 23 du décret précité est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement ou son délégué conclut avec chaque examinateur un contrat dont le modèle est fixé en annexe au présent décret. La durée de ce contrat ne peut dépasser la période pour laquelle l'examineur a été désigné. »

ANNEXE : Modèle contrat relatif à la rémunération des examinateurs pour les jurys de l'enseignement secondaire
MINISTRE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE - CONTRAT RELATIF AUX JURYS DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE

Entre les soussignés :

Le ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant les jurys de l'enseignement secondaire dans ses attributions, d'une part, ci-après dénommé « Le ministre »

Et

Madame/Monsieur..... d'autre part, ci-après dénommé «l'examineur»,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, le ministre charge l'examineur de préparer les examens, de surveiller les examens, d'interroger les candidats, de corriger les examens, de préparer les délibérations, d'assurer la consultation des examens par les candidats, d'exécuter toute autre tâche administrative en lien avec les missions du Service qui assure l'organisation des Jurys et de se tenir à la disposition des candidats pour toute information préalable ou postérieure relative aux examens.

Article 2 - Conformément aux articles 6 et 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, les examinateurs percevront une indemnité de 60 euros pour des prestations d'une journée entière et une indemnité de 30 euros pour des prestations d'une demi-journée. Une journée entière comprend minimum six heures de prestation. Une demi-journée comprend minimum trois heures de prestation.

Article 3 - Le présent contrat est conclu pour la durée de la désignation conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire. Il est automatiquement reconduit en cas de nouvelle désignation.

Fait à Bruxelles, le, en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour le ministre, L'Examineur,

Vu pour être annexé au décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire. »

Art. 118. À l'article 25 du même décret, les mots « le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques » sont remplacés par « le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ».

TITRE XXXV. — Disposition modifiant le décret du 22 mars 2018 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2017 déterminant les socles de compétences en langues modernes à l'issue du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue du deuxième degré de la section de transition ainsi qu'à l'issue de la section de transition, les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage d'une langue moderne figure au programme d'études, les compétences terminales et savoirs requis en français à l'issue du deuxième degré de la section de transition ainsi qu'à l'issue de la section de transition

Art. 119. A l'article 5, § 1^{er}, du décret du 22 mars 2018 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2017 déterminant les socles de compétences en langues modernes à l'issue du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue du deuxième degré de la section de transition ainsi qu'à l'issue de la section de transition, les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage d'une langue moderne figure au programme d'études, les compétences terminales et savoirs requis en français à l'issue du deuxième degré de la section de transition ainsi qu'à l'issue de la section de transition, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, 4°, les termes « ou leur délégué respectif, » sont insérés entre les mots « Conseil général de l'enseignement secondaire, » et « sauf si l'un de ceux-ci »;
- 2° l'alinéa 5 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« La commission ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, la commission peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. ».

TITRE XXXVI. — Disposition modifiant le décret du 19 avril 2018 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2018 déterminant les compétences et savoirs requis en géographie à l'issue du deuxième degré de la section de transition et les compétences terminales et savoirs requis en géographie à l'issue de la section de transition

Art. 120. L'alinéa 5 de l'article 5, § 1^{er}, du décret du 19 avril 2018 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2018 déterminant les compétences et savoirs requis en géographie à l'issue du deuxième degré de la section de transition et les compétences terminales et savoirs requis en géographie à l'issue de la section de transition, est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« La commission ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, la commission peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. ».

TITRE XXXVII. — Disposition modifiant le décret du 13 septembre 2018 portant création du service général de pilotage des écoles et des centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs

Art. 121. A l'article 19, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, les mots « toute personne ne répondant pas à la condition visée au paragraphe 1^{er}, 7° » sont remplacés par les mots « toute personne ne répondant pas à la condition visée au paragraphe 1^{er}, 7°, ou répondant à la condition visée au paragraphe 1^{er}, 7°, mais pas 8° ».

Art. 122. A l'article 144, § 3, du décret du 13 septembre 2018 portant création du service général de pilotage des écoles et des centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, l'alinéa 8 est remplacé par le texte suivant :

« Lors de la procédure d'admission au stage liée à l'article 143, 1°, le jury sélectionne les 12 candidats les mieux classés pour la fonction de directeur de zone et les 150 candidats les mieux classés pour la fonction de délégué au contrat d'objectifs sur la base des résultats obtenus à la suite de la partie écrite de l'épreuve d'admission au stage. Lors de la procédure d'admission au stage liée à l'article 143, 2°, le jury sélectionne les 15 candidats les mieux classés pour la fonction de directeur de zone et les 105 candidats les mieux classés pour la fonction de délégué au contrat d'objectifs sur la base des résultats obtenus à la suite de la partie écrite de l'épreuve d'admission au stage. ».

TITRE XXXVII. — Disposition modifiant le décret programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants

Art. 123. Aux articles 23, alinéa 5, et 25, alinéa 1^{er}, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, le chiffre « 23 » est remplacé par le chiffre « 24 ».

TITRE XXXIX. — Disposition modifiant le décret du 10 janvier 2019 modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Art. 124. A l'article 32 du décret du 10 janvier 2019 modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Au § 1^{er}, les termes « ou si le membre du personnel a effectivement dispensé cette spécialité dans le pouvoir organisateur concerné avant le 1^{er} septembre 2019 durant 150 jours pour l'enseignement officiel subventionné et durant 180 jours pour l'enseignement libre subventionné, calculés selon les modalités propres à chaque statut » sont insérés entre les termes « pour cette ou ces nouvelles fonctions » et « L'application de cette disposition ».
- 2° Au § 2, les termes « pour cette ou ces nouvelles fonctions ou si le membre du personnel a effectivement dispensé cette spécialité dans le pouvoir organisateur concerné avant le 1^{er} septembre 2019 durant 150 jours

pour l'enseignement officiel subventionné et durant 180 jours pour l'enseignement libre subventionné, calculés selon les modalités propres à chaque statut » sont ajoutés après les termes « titre de capacité requis ou jugé suffisant ». »

TITRE XL. — Diverses dispositions en matière d'enseignement à domicile

CHAPITRE I^{er}. — Modifications apportées à l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire

Art. 125. Dans l'arrêté royal du 20 août 1957 portant coordination des lois sur l'enseignement primaire, l'article 8, alinéa 4, est abrogé.

Art. 126. A l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, les mots « aucune des écoles visées à l'alinéa pénultième de l'article 8 ou qui ne leur ont pas fait parvenir l'information prévue au dernier alinéa du même article » sont remplacés par les mots « aucun établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ou qui ne leur ont pas fait parvenir la déclaration prévue par l'article 2 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

CHAPITRE II. — Modification apportée à l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux

Art. 127. L'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux est complété par les mots suivants : « ainsi qu'au profit des mineurs visés à l'article 5 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

CHAPITRE III. — Modifications apportées au décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux, tel que complété par le décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux

Art. 128. L'article 3 du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux, tel que complété par le décret du 19 février 2009 organisant le renforcement différencié du cadre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« À la demande de la Commission de l'enseignement à domicile ou des Services du Gouvernement, les centres organisés par la Communauté française exercent également leurs missions à l'égard des mineurs visés à l'article 5 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

CHAPITRE IV. — Modifications apportées au décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 129. L'article 2 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Les personnes responsables du mineur soumis à l'obligation scolaire qui souhaitent l'instruire en dehors d'un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française transmettent, au plus tard le 5 septembre de chaque année, une déclaration aux Services du Gouvernement. Cette déclaration peut être effectuée au-delà de cette date lorsque le mineur soumis à l'obligation scolaire fixe sa résidence en Belgique dans le courant de l'année scolaire.

Lorsque ces personnes font instruire leurs enfants dans une école qui n'est ni organisée ni subventionnée par la Communauté française, elles peuvent, sous leur responsabilité, se décharger de cette obligation sur la direction de cette école.

La forme de la déclaration est fixée par le Gouvernement. ».

Art. 130. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même décret est ajouté un 4^o, rédigé comme suit :

« 4^o situé sur le territoire d'un Etat limitrophe à la Belgique et dont la fréquentation est susceptible de mener à l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat reconnu par le Gouvernement de cet Etat ».

Art. 131. A l'article 4 du même décret, les mots « l'information visée à l'article 8 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957 » sont remplacés par les mots « la déclaration visée à l'article 2 ».

Art. 132. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5.- Le mineur soumis à l'obligation scolaire qui n'est inscrit ni dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ni dans un établissement visé à l'article 3 peut relever de l'enseignement à domicile pour autant qu'au moment de la déclaration visée à l'article 2, il satisfasse aux conditions fixées par les articles 18, 19 et 20.

Les personnes responsables des mineurs soumis à l'obligation scolaire qui ne remplissent pas les conditions fixées à l'alinéa précédent peuvent introduire une demande de dérogation motivée. Elle expose les motifs pour lesquels ces conditions ne sont pas remplies et les objectifs poursuivis par l'enseignement à domicile. Elle est accompagnée d'un plan individuel de formation et des documents justificatifs.

Le Président de la Commission visée à l'article 6 rejette la demande si le dossier est manifestement incomplet ou la demande manifestement non fondée.

Pour les demandes recevables, la Commission peut, après avis du Service général de l'Inspection, octroyer une dérogation. Dans ce cas, elle fixe le délai dans lequel les conditions de certification devront être remplies et les modalités de suivi de l'enseignement à domicile et, le cas échéant, examine la demande au regard de l'article 12.

En cas de refus, les personnes responsables du mineur soumis à l'obligation scolaire l'inscrivent dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 3. La Commission fixe le délai dans lequel les personnes responsables fournissent la preuve d'inscription. ».

Art. 133. A l'article 12, alinéa 2, du même décret, les mots « l'information visée à l'article 8 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957 » sont remplacés par les mots « la déclaration visée à l'article 2 ».

Art. 134. A l'article 13 du même décret, la phrase est complétée par les mots suivants :

« Sur base de ces documents, le Service général de l'Inspection s'assure que l'enfant bénéficie d'un encadrement pédagogique suffisant pour lui permettre d'atteindre le niveau d'études visé à l'article 11 ou celui fixé par la Commission en application de l'article 12. ».

Art. 135. L'article 15 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Les contrôles du niveau des études peuvent également être organisés, de manière centralisée, au sein des bâtiments abritant le siège administratif du Service général de l'Inspection. ».

Art. 136. A l'article 17 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, il est inséré, entre la première et la deuxième phrase, une phrase rédigée comme suit : « Il se prononce également sur l'adéquation aux objectifs à atteindre des documents visés à l'article 13 » ;
- 2° dans l'alinéa 3, tel que modifié par le décret du 12 juillet 2012 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, les mots « fondée sur la non-conformité à l'article 11 de l'enseignement dispensé à domicile » sont insérés entre les mots « en cas de décision négative » et les mots « un nouveau contrôle est effectué » ;
- 3° les alinéas 5 à 9 sont abrogés.

Art. 137. Dans le même décret, il est inséré un article 17/1 rédigé comme suit :

« Article 17/1. — Lorsque le contrôle du niveau des études n'a pu être réalisé en raison de l'absence du mineur soumis à l'obligation scolaire, si la Commission décide que cette absence est injustifiée, les personnes responsables inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 3. ».

Art. 138. A l'article 21 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'alinéa 1^{er}, tel que remplacé par le décret du 12 juillet 2012 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, est complété par la phrase suivante : « Si seul l'un des deux contrôles a donné lieu à une décision négative de la Commission, celle-ci apprécie si le mineur soumis à l'obligation scolaire peut poursuivre l'enseignement à domicile. ».
- 2° les alinéas 3 à 8 sont abrogés.

Art. 139. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une section III bis intitulée « Retour dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

Art. 140. Dans la section III bis insérée par l'article 109, il est inséré un article 22/1 rédigé comme suit :

« Article 22/1. — Pour le mineur soumis à l'obligation scolaire, inscrit dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française suite à une décision de la Commission ou en application de l'article 21, la Commission détermine, pour l'enseignement ordinaire et, dans le respect de l'article 22/2, pour l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, la forme, la section et l'année d'étude dans lesquelles le mineur soumis à l'obligation scolaire doit être inscrit.

La Commission détermine, pour l'enseignement spécialisé, le type et, le cas échéant, la forme ainsi que le degré de maturité ou la phase dans lesquels le mineur soumis à l'obligation scolaire doit être inscrit.

La Commission peut également prendre une telle décision lorsque les personnes responsables renoncent, pour des motifs imprévisibles au moment de la déclaration visée à l'article 2, à instruire à domicile le mineur soumis à l'obligation scolaire pour l'inscrire dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

Art. 141. Dans la même section, il est inséré un article 22/2 rédigé comme suit :

« Article 22/2. — Lorsque l'avis du Service général de l'Inspection visé à l'article 17, alinéa 3, conclut à l'intégration du mineur soumis à l'obligation scolaire dans l'enseignement spécialisé, cet avis est notifié aux personnes responsables qui peuvent s'opposer à cette intégration auprès de la Commission dans les quinze jours de la notification de l'avis. En cas d'accord ou d'absence d'opposition dans le délai, les personnes responsables font procéder aux examens visés à l'article 12, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. Le rapport résultant de ces examens est transmis à la Commission qui statue.

En cas d'application de l'article 21, si les personnes responsables envisagent une inscription du mineur soumis à l'obligation scolaire dans l'enseignement spécialisé, elles en informent la Commission dans les quinze jours de la proclamation des résultats ou de la décision de ne pas accorder le certificat d'études de base et font procéder aux examens visés à l'article 12, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. Le rapport résultant de ces examens est transmis à la Commission.

En cas de recours contre la décision de ne pas accorder le certificat d'études de base, le délai d'information à la Commission visée à l'alinéa précédent prend cours au jour de la notification de la décision du Conseil de recours. ».

Art. 142. Dans la même section, il est inséré un article 22/3 rédigé comme suit :

« Article 22/3. — Pour l'application des articles 22/1 et 22/2, la Commission peut déroger aux conditions d'admission. Sa décision se fonde sur l'âge et, le cas échéant, le parcours scolaire antérieur ainsi que sur les compétences et les savoirs acquis par le mineur soumis à l'obligation scolaire.

Si elle s'estime insuffisamment informée, la Commission peut demander au Service général de l'Inspection l'établissement d'un rapport tel que prévu à l'article 17, alinéa 3. Lorsque ce rapport conclut à l'intégration dans l'enseignement spécialisé, les formalités prévues à l'article 22/2 sont d'application. Lorsque les personnes responsables inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française, la Commission peut également solliciter de cet établissement qu'il établisse un rapport précisant les compétences et savoirs acquis par le mineur et proposant une orientation. ».

Art. 143. Dans la même section, il est inséré un article 22/4 rédigé comme suit :

« Article 22/4. — Le mineur soumis à l'obligation scolaire, inscrit dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 3 suite à une décision de la Commission ou en application de l'article 21, le reste pendant une année scolaire complète au moins. Si, à l'issue de cette année scolaire, les personnes responsables souhaitent à nouveau l'instruire en dehors d'un de ces établissements, elles joignent à la déclaration visée à l'article 2 un plan individuel de formation et tous documents utiles de nature à démontrer que l'enseignement dispensé à domicile est conforme à l'article 11.

Si la Commission estime que la conformité à l'article 11 de l'enseignement dispensé à domicile n'est pas établie, les personnes responsables inscrivent le mineur soumis à l'obligation scolaire dans un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française ou dans un établissement visé à l'article 3. ».

CHAPITRE V. — Modifications apportées au décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire

Art. 144. A l'article 4, 3°, a), du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, le 2° est complété par les mots « sauf s'il se trouve dans une situation visée aux articles 17, alinéa 3 ou 4, 17/1 ou 21 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

TITRE XLI. — Dispositif visant à encadrer la fin de la mission déléguée de St'Art SA en matière de mise à disposition de pavillons modulaires aux établissements scolaires

Art. 145. Le présent décret abroge :

- 1° l'article 48, alinéa 3, du décret-programme du 18 décembre 2013 portant diverses mesures relatives aux Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française, à la Culture, à l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'Agence d'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, aux Bâtiments scolaires et à la Recherche ;
- 2° l'article 52bis, § 1^{er}, 1°, du décret-programme précité ;
- 3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 attribuant au Fonds d'investissement St'Art la gestion de pavillons modulaires installés en vue de la création de nouvelles places dans les écoles fondamentales organisées et subventionnées par la Communauté française.

Art. 146. Le Gouvernement est chargé de :

- 1° mettre fin à la convention de délégation de mission conclue avec la SA St'Art ;
- 2° racheter les pavillons modulaires qui sont actuellement la propriété de la SA St'Art ;
- 3° réclamer à la SA St'Art le remboursement du solde de subvention non encore utilisé par celle-ci au jour où la mission déléguée prend fin ;
- 4° réclamer à la SA St'Art le remboursement des subventions en capital au prorata de la valeur résiduelle non amortie des pavillons modulaires cédés.

Pour l'application du présent article, la durée d'amortissement des pavillons modulaires est celle reprise dans les comptes annuels de la SA St'Art. Elle ne peut toutefois être inférieure à dix années.

Art. 147. Le Gouvernement dispose des pavillons modulaires selon les modalités suivantes, classées par ordre décroissant de priorité :

- 1° il interroge les pouvoirs organisateurs disposant déjà actuellement d'un ou plusieurs pavillons modulaires aux fins de savoir si ceux-ci souhaitent restituer ou acquérir à titre gratuit les pavillons concernés ;
- 2° il interroge d'autres pouvoirs organisateurs aux fins de savoir si ceux-ci sont intéressés à acquérir à titre gratuit un ou plusieurs pavillons modulaires ;
- 3° il affecte, quand cela est pertinent, les pavillons modulaires restants à d'autres activités organisées par la Communauté française ;
- 4° il cède la propriété des pavillons restants à des tiers, en donnant la priorité à des projets d'utilité publique qui rentrent dans les compétences de la Communauté française.

Tout pouvoir organisateur qui se voit céder à titre gratuit la propriété d'un pavillon modulaire en vertu du présent article est tenu d'en maintenir l'affectation scolaire pendant au moins trois années à compter de la cession.

TITRE XLII. — Dispositions relatives au dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants

CHAPITRE I^{er}. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers

Art. 148. A l'article 9bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, les points 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° 76 € pour une demande d'équivalence au certificat d'études de base ou à un titre d'études permettant l'admission en 1^{ère} année commune ou différenciée de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice. Par dérogation à ce qui précède, aucun frais n'est demandé pour les demandeurs répondant à la définition d'élève primo-arrivant ou assimilé au primo-arrivant tel que visé à l'article 2, 1° et 2°, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

- 2° 76 € pour une demande d'équivalence à une attestation de fréquentation de la 1^{ère} année différenciée, à un rapport de compétences acquises délivré à l'issue de la première année commune ou encore à une attestation d'orientation délivrée à l'issue de l'une des autres années de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice. Par dérogation à ce qui précède, aucun frais n'est demandé pour les demandeurs répondant à la définition d'élève primo-arrivant ou assimilé au primo-arrivant tel que visé à l'article 2, 1° et 2°, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. »

CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 149. A l'article 2, 2°, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les points b) et c) sont remplacés comme suit :

« b) soit être de nationalité étrangère ou ayant obtenu la nationalité belge suite à son adoption, soit être reconnu comme apatride;

c) fréquenter un établissement scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins d'une année scolaire complète; ».

Art. 150. A l'article 10, § 1^{er}, du décret précité, il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

« Lors de l'année de création d'un DASPA, les périodes visées à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, sont calculées sur la base du nombre d'élèves inscrits dans le DASPA au 1^{er} octobre. »

Art. 151. L'article 26 du décret précité est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Les périodes et les périodes-professeurs calculées pour l'année scolaire 2018-2019 dans le cadre du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont prolongées jusqu'au 30 septembre 2019.

Pour l'enseignement fondamental, les périodes calculées pour l'année scolaire 2018-2019 dans le cadre de l'article 32 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement sont prolongées jusqu'au 30 septembre 2019.

Pour l'enseignement secondaire, pour l'année scolaire 2019-2020, les périodes visées à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, sont calculées sur la base du nombre d'élèves inscrits dans le DASPA au 1^{er} octobre 2019. »

Art. 152. A l'article 36, § 1^{er}, du décret précité, le mot « officiel » est remplacé par le mot « libre ».

Art. 153. Le § 2 de l'article 38 du décret précité est remplacé par un nouveau § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Aucun frais ne peut être demandé pour une orientation sur la base de l'âge aux élèves répondant à la définition d'élève primo-arrivant ou assimilé au primo-arrivant tel que visé à l'article 2, 1^o et 2^o, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et qui ne satisfont pas aux dispositions relatives à la procédure d'équivalence des diplômes. » »

TITRE XLIII. — Disposition relative à la mise en place d'une remédiation volontaire en cas d'absence ou de non-remplacement d'enseignants

Art. 154. Dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4, lors de l'année scolaire 2018-2019, quand un membre du personnel enseignant a été absent pendant au moins 30 jours ouvrables scolaires, de façon consécutive ou non, et qu'il n'a pas été remplacé dans le ou les cours qu'il dispensait, l'école concernée peut bénéficier d'un complément de périodes-professeur pour organiser en 2019-2020 une remédiation volontaire dans la ou les matières dont le contenu n'a pas été enseigné.

Ce complément de périodes-professeurs peut également être octroyé quand l'emploi d'un membre du personnel enseignant est devenu définitivement vacant lors de l'année scolaire 2018-2019 et qu'aucun membre du personnel n'a été recruté dans la ou les fonctions exercées par ce dernier au cours des 30 jours ouvrables scolaires suivants, au minimum.

Le complément visé aux alinéas précédents correspond à 4 périodes-professeur hebdomadaires entre le 1^{er} septembre 2019 et le 31 décembre 2019, par tranche complète de 30 jours ouvrables scolaires d'absence ou de non-remplacement d'un enseignant à temps plein en 2018-2019. Il est réduit à due concurrence si la tranche complète de 30 jours ouvrables scolaires d'absence ou de non-remplacement concerne un enseignant à temps partiel. En cas de nombre à décimale, celui-ci est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l'unité inférieure dans les autres cas.

Ce complément est sollicité pour le 31 août 2019 au plus tard, sur la base d'un formulaire dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Le calcul des jours ouvrables scolaires durant lesquels l'enseignant a été absent commence dès le premier jour d'absence, et non dès le premier jour où le membre du personnel peut être remplacé.

Ne peuvent être comptabilisés que les jours d'absence où le membre du personnel pouvait être légalement remplacé, à l'exclusion de tout congé dont il bénéficierait et qui ne donne pas lieu à remplacement.

De même, le nombre de jours ouvrables scolaires à prendre en considération pour pouvoir bénéficier du complément n'inclut pas les jours durant lesquels les cours n'ont pas été donnés en raison de leur suspension suite à un cas de force majeure, une grève d'un ou plusieurs enseignants, l'organisation d'une journée ou demi-journée de formation en cours de carrière, l'organisation d'épreuves certificatives internes ou externes, l'organisation des conseils de classe, l'organisation d'une réunion de parents ou la réquisition de locaux pour l'organisation d'élections.

Ce complément de périodes-professeur est attribué sur une base volontaire par le Pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, après application des règles statutaires de dévolution des emplois aux membres du personnel.

Ce dispositif n'est pas d'application si le Pouvoir organisateur a été autorisé à organiser, pour un nombre de périodes correspondant aux périodes non pourvues, une activité d'encadrement pédagogique et/ou d'aide éducative destinée à encadrer les élèves pendant les périodes durant lesquelles ils ne peuvent pas être pris en charge par un enseignant, conformément à l'article 6bis du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

En aucun cas, l'octroi de ce complément de périodes-professeur ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif.

La remédiation est organisée durant le temps scolaire. Elle peut également être organisée en dehors du temps scolaire, à des moments à convenir entre la direction et le pouvoir organisateur, le membre du personnel concerné et les élèves intéressés, dans le respect des règles de concertation sociale. Le pouvoir organisateur prend toute disposition nécessaire pour garantir la sécurité des élèves et des membres du personnel, quel que soit le moment de la remédiation.

Les Services du Gouvernement sont habilités à contrôler la réalité des éléments repris dans le formulaire visé à l'alinéa 4, ainsi que l'utilisation du complément de périodes aux fins de remédiation prévues par le présent article. Le Gouvernement peut imposer à un Pouvoir organisateur qui aurait reçu indûment ces périodes ou qui les aurait affectées à d'autres fins que des activités de remédiation de rembourser jusqu'au montant total des périodes reçues.

TITRE XLIV. — Dispositions relatives aux fonctions de sélection et de promotion**CHAPITRE I^{er}.** — *Disposition modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 155. Aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 41^{ter} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les mots « fonction de sélection ou de promotion de chef de travaux d'atelier » sont remplacés par les mots « fonction de sélection ou de promotion ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

Art. 156. Aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 29^{bis} du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les mots « fonction de sélection ou de promotion de chef de travaux d'atelier » sont remplacés par les mots « fonction de sélection ou de promotion ».

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement*

Art. 157. Dans le décret 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'article 10, § 5, alinéa 2, est complété par les mots « sauf si l'Institut de la Formation en cours de carrière atteste que le directeur n'a pu être inscrit dans ces formations au cours de sa première année de fonction. Dans ce cas l'obligation de formation est reportée à l'année suivante. » ;
- 2° dans l'article 33, § 9, alinéa 2, les mots « par l'Institut de la Formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « , selon le cas, par l'Institut de la Formation en cours de carrière ou par l'organisme de formation en charge de la formation « réseau », ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice*

Art. 158. A l'article 150, 2°, du décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection, les mots « l'une de ces fonctions » sont remplacés par les mots « la fonction de sélection ou de promotion concernée ». »

TITRE XLV. — Dispositions relatives aux cours de Philosophie et Citoyenneté

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 159. À l'article 169^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est ajouté un cinquième alinéa, rédigé comme suit :

« Nul ne peut être nommé dans la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté s'il ne répond pas aux conditions reprises à l'article 31, à l'exception du 5°. »

Art. 160. À l'article 169^{quinquies} du même arrêté royal sont ajoutés un huitième et neuvième alinéas, rédigés comme suit :

« Nul ne peut être nommé dans la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté s'il ne répond pas aux conditions reprises à l'article 31, à l'exception du 5°. »

Par dérogation à l'article 31, 5°^{bis}, le maître de philosophie et citoyenneté nommé dans une fonction de morale ne doit pas être porteur du titre pédagogique pour bénéficier d'une nouvelle nomination dans la fonction de maître de philosophie et citoyenneté. »

Art. 161. Dans le même arrêté royal, il est ajouté un article 169^{undecies}/1 rédigé comme suit :

« Article 169^{undecies}/1. — Nul ne peut être nommé dans la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté s'il ne répond pas aux conditions reprises à l'article 31, à l'exception du 5°. »

Par dérogation à l'article 31, 5°^{bis}, les membres du personnel qui se voient attribuer des périodes de philosophie et citoyenneté dans le cadre de l'article 169^{nonies}, § 1, 1°, ne doivent pas être porteur du titre pédagogique pour bénéficier d'une nouvelle nomination dans la fonction de maître de philosophie et citoyenneté. »

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 162. À l'article 49^{quater} de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, il est ajouté un cinquième alinéa rédigé comme suit :

« Nul ne peut être nommé dans la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté s'il ne répond pas aux conditions reprises à l'article 12, à l'exception du 5°. »

Art. 163. A l'article 49^{quinquies} du même arrêté royal, il est ajouté un huitième alinéa, rédigé comme suit :

« Nul ne peut être nommé dans la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté s'il ne répond pas aux conditions reprises à l'article 12, à l'exception du 5°. »

Art. 164. Dans le même arrêté royal, il est ajouté un article 49^{undecies}/1 rédigé comme suit :

« Article 49^{undecies}/1. — Nul ne peut être nommé dans la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté s'il ne répond pas aux conditions reprises à l'article 12, à l'exception du 5°. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

Art. 165. A l'article 293*decies* du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française précité, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au premier alinéa du § 1^{er}, les mots « à l'exception du 5° de son § 1^{er} » sont ajoutés après les mots « fixées à l'article 30 du décret du 6 juin 1994 précité »;
- 2° au premier alinéa du § 2, les mots « à l'exception du 5° de son § 1^{er} » sont ajoutés après les mots « fixées à l'article 30 du même décret du 6 juin 1994 »;
- 3° il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Par dérogation au § 1 de l'article 24 du décret du 6 juin 1994 précité, les membres du personnel, visés par le présent article et qui continuent à répondre au 1^{er} septembre 2021 aux conditions pour pouvoir bénéficier des dispositions transitoires, sont réputés être porteur du titre requis pour exercer et être nommés dans la fonction de maître de philosophie et citoyenneté, sans préjudice du § 3. Cette disposition n'est pas d'application pour la fixation du barème. »

Art. 166. A l'article 293*quatuordecies* du décret précité, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au premier alinéa du § 1^{er}, les mots « à l'exception du 3° de son § 1^{er} » sont ajoutés après les mots « fixées à l'article 42 du décret du 1^{er} février 1993 précité »;
- 2° au premier alinéa du § 2, les mots « à l'exception du 3° de son § 1^{er} » sont ajoutés après les mots « fixées à l'article 42 du même décret »;
- 3° il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Par dérogation au § 2 de l'article 34 du décret du 1^{er} février 1993 précité, les membres du personnel, visés par le présent article et qui continuent à répondre au 1^{er} septembre 2021 aux conditions pour pouvoir bénéficier des dispositions transitoires, sont réputés être porteur du titre requis pour exercer et être nommés dans la fonction de maître de philosophie et citoyenneté, sans préjudice du § 3. Cette disposition n'est pas d'application pour la fixation du barème. »

Art. 167. A l'article 293*septdecies*/8 du décret précité, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au premier alinéa du § 1^{er}, les mots « à l'exception du 5° de son § 1^{er} » sont ajoutés après les mots « fixées à l'article 30 du décret du 6 juin 1994 précité »;
- 2° au premier alinéa du § 2, les mots « à l'exception du 5° de son § 1^{er} » sont ajoutés après les mots « fixées à l'article 30 du même décret du 6 juin 1994 »;
- 3° il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Par dérogation au § 1 de l'article 24 du décret du 6 juin 1994 précité, les membres du personnel, visés par le présent article et qui continuent à répondre au 1^{er} septembre 2021 aux conditions pour pouvoir bénéficier des dispositions transitoires, sont réputés être porteur du titre requis pour exercer et être nommés dans la fonction de professeur de philosophie et citoyenneté au degré dans laquelle ils bénéficient des mesures transitoires, sans préjudice du § 3. Cette disposition n'est pas d'application pour la fixation du barème. »

Art. 168. Dans l'article 293*septdecies*/15 du décret précité, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au premier alinéa du § 1^{er}, les mots « à l'exception du 3° de son § 1^{er} » sont ajoutés après les mots « fixées à l'article 42 du décret du 1^{er} février 1993 précité »;
- 2° au premier alinéa du § 2, les mots « à l'exception du 3° de son § 1^{er} » sont ajoutés après les mots « fixées à l'article 42 du même décret du 1^{er} février 1993 »;
- 3° il est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Par dérogation au § 2 de l'article 34 du décret du 1^{er} février 1993 précité, les membres du personnel, visés par le présent article et qui continuent à répondre au 1^{er} septembre 2021 aux conditions pour pouvoir bénéficier des dispositions transitoires, sont réputés être porteur du titre requis pour exercer et être nommés dans la fonction de professeur de philosophie et citoyenneté au degré dans laquelle ils bénéficient des mesures transitoires, sans préjudice du § 3. Cette disposition n'est pas d'application pour la fixation du barème. » »

**TITRE XLVI. — Disposition modifiant le décret du 14 mars 2019
visant à renforcer la gratuité d'accès à l'enseignement.**

Art. 169. Dans le décret du 14 mars 2019 visant à renforcer la gratuité d'accès à l'enseignement, il est inséré un article *8bis* rédigé comme suit :

Article *8bis*. Par dérogation à l'article 100, §3, alinéa 2, 2° et 3°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel qu'inséré par l'article 4, dans l'enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, si un pouvoir organisateur s'est contractuellement engagé avant le 14 mars 2019 dans le cadre de l'organisation d'une activité culturelle ou sportive, ou d'un séjour pédagogique prévu lors des années scolaires 2019-2020, 2020-2021 ou 2021-2022, il n'est pas tenu d'observer les montants maximaux fixés par le Gouvernement pour l'organisation de cette activité ou ce séjour.

Les Services du Gouvernement sont habilités à contrôler le respect de la condition prévue à l'alinéa précédent.

TITRE XLVII. — Dispositions relatives à la gestion de la trésorerie de certains organismes publics

Art. 170. A l'article 12 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1967, il est inséré un §4 libellé comme suit :

« §4. Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables, le gouvernement peut rendre obligatoire pour les organismes de la Communauté française, dont la gestion financière est régie par la présente loi de dépôt de leurs avoirs financiers sur des comptes ouverts à leur nom dans l'entreprise de crédit assurant les fonctions de caissier des services du gouvernement de la Communauté française tels que visés par le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du gouvernement de la Communauté française.

Dans ce cas :

- ils bénéficient des ouvertures de crédit pour leurs emprunts de trésorerie à moins d'un an, selon les modalités et aux conditions convenues entre le gouvernement et le caissier visé à l'alinéa 1^{er};
- les opérations dont la maturité est supérieure à un mois doivent être communiquées au préalable à l'Agence de Dette;
- à l'exception des comptes financiers des réserves légales, les comptes financiers de chaque organisme ne lui portent pas d'intérêt créditeur ou débiteur. Par réserve légale, on entend une réserve dont la constitution a été légalement rendue obligatoire ou prévue dans le contrat de gestion de l'organisme.

TITRE XLVIII. — Disposition finale

Art. 171. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Par dérogation au premier alinéa, les alinéas 5 et 6 de l'article 79 et les alinéas 4 et 5 de l'article 81 entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2020.

Par dérogation au premier alinéa, les articles 36, 93 et 94 entrent en vigueur dans un délai de 10 jours prenant cours le jour qui suit la publication du décret au *Moniteur belge*.

Par dérogation au premier alinéa, les articles 145, 146 et 147 entrent en vigueur à une date à déterminer par le Gouvernement et, au plus tard, le 31 décembre 2019.

Par dérogation au premier alinéa, les modifications apportées par l'article 92 du présent décret à l'article 16 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française n'entrent en vigueur à titre expérimental uniquement pour l'année scolaire 2019-2020. Les services du Gouvernement sont chargés pour la fin de l'année scolaire d'évaluer l'impact budgétaire du report de la prise d'effet en communiquant au Gouvernement notamment le nombre de périodes concernées par la mesure expérimentale, le nombre de membres du personnel temporaires ayant pu être stabilisés sur l'année scolaire, l'évolution du volume global des mises en disponibilités et pertes partielles de charge. Sur la base de l'évaluation réalisée, le Gouvernement peut prolonger l'expérience à l'année scolaire 2020-2021.

Par dérogation au premier alinéa, l'article 148 produit ses effets entre le 1^{er} septembre 2018 et le 31 décembre 2019.

Par dérogation au premier alinéa, l'article 117 entre en vigueur dans un délai de 10 jours prenant cours le jour qui suit la publication du décret au *Moniteur belge*.

L'article 170 entre en vigueur le jour de la sanction du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 825-1 – Amendements en commission, n° 825-2.- Rapport de commission, n° 825-3. – Texte adopté par la commission, n° 825-4. – Amendements en séance, n° 825-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 825-6

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2019.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30575]

3 MEI 2019. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en schoolgebouwen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1959 tot regeling van het stelsel der dienstprestaties van de surveillanten en studiemeesters bij de Rijksinrichtingen voor middelbaar en technisch onderwijs

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 april 1959 tot regeling van het stelsel der dienstprestaties van de surveillanten en studiemeesters bij de Rijksinrichtingen voor middelbaar en technisch onderwijs, worden het tweede lid en het derde lid geschrapt en vervangen door de volgende leden, luidend als volgt :

« Voor de bepaling van de arbeidsduur worden de aanwezigheidsuren van de personeelsleden in het internaat tussen tweeëntwintig uur dertig en zes uur dertig beschouwd als de tijd gedurende welke het personeelslid ter beschikking van de werkgever staat en worden naar rata van vier uur bezoldigd.

De wekelijkse arbeidsduur, door alle uren van aanwezigheid van de werknemer in het internaat mee te tellen, inclusief die tussen tweeëntwintig uur dertig en zes uur dertig, mag gemiddeld niet meer dan 48 uur bedragen over een referentieperiode van tien maanden die op 1 september begint en op 30 juni eindigt.

De referentieperiode bedoeld in het eerste lid wordt tot twaalf maanden verlengd, tussen 1 september tot 31 augustus voor permanente opvangtehuizen.

Het aantal prestaties van de personeelsleden die ter plaatse moeten slapen, mag gemiddeld drie nachten per week over de periode van tien maanden niet overschrijden. »

TITEL II. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Art. 2. In artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2017, worden de woorden « op 1 januari van het jaar » vervangen door de woorden « op 31 december van het lopende kalenderjaar ».

TITEL III. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs

Art. 3. In artikel 4ter van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, 4° worden de woorden « deze opleiding kan worden gevolgd door de organisatie van een cursus wetenschappen of door de gezamenlijke organisatie van een cursus fysica, een cursus chemie en een cursus biologie, naar keuze van de inrichtende machten of van de Federaties van de inrichtende machten; » ingevoegd tussen de woorden « 3 en 5 wekelijkse lestijden; » en « in het technisch onderwijs »;
- 2° in § 3, tweede lid, 2°, b), worden de woorden « deze opleiding kan worden gevolgd door de organisatie van een cursus wetenschappen of door de gezamenlijke organisatie van een cursus fysica, een cursus chemie en een cursus biologie, naar keuze van de inrichtende machten of de Federaties van inrichtende machten; » ingevoegd tussen de woorden « zes wekelijkse lestijden; » en « in het technisch onderwijs ».

Art. 4. Artikel 4quinquies, § 4, 2, tweede lid, van de bovenvermelde wet van 19 juli 1971 wordt vervangen als volgt :

« De gemeenschappelijke opleiding kan ook 1 of 2 lestijd(en) voor de opleiding geschiedenis en/of 1 of 2 lestijd(en) voor de opleiding aardrijkskunde bedragen, naar keuze van de inrichtende macht. De lestijden voor de opleiding geschiedenis, de opleiding aardrijkskunde en de sociale en economische opleiding kunnen samengebracht worden. ».

Art. 5. In artikel 4septies van dezelfde wet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De uurroosters worden aan de diensten van de Regering bezorgd en dit uiterlijk op 31 maart van het schooljaar voorafgaand aan het schooljaar van hun toepassing. ».

TITEL IV. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften

Art. 6. In artikel 5, vierde lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, worden de woorden « of zijn afgevaardigde » ingevoegd tussen de woorden « de minister » en het woord « kan ».

TITEL V. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs

Art. 7. In artikel 13, § 3, van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht.

- 1° in punt 1 worden de woorden « Indien het personeelslid een dienstanciënniteit van ten minste 10 jaar telt en een ambtsanciënniteit van ten minste 6 jaar : » vervangen door de woorden « Het personeelslid komt in aanmerking voor de » ;
- 2° punt 2 wordt opgeheven.

TITEL VI. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar

Art. 8. In artikel 12, § 2, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 1° worden de woorden « Indien het personeelslid een ambtsanciënniteit van ten minste 6 jaar telt : » vervangen door de woorden « Het personeelslid komt in aanmerking voor de » ;
- 2° punt 2° wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 13, § 2, van het bovenvermelde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 1° worden de woorden « Indien het personeelslid een dienstanciënniteit van ten minste 10 jaar telt en een ambtsanciënniteit van ten minste 6 jaar : » vervangen door de woorden « Het personeelslid komt in aanmerking voor » ;
- 2° punt 2° wordt opgeheven.

TITEL VII. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie

Art. 10. In artikel 12, § 2, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 1 worden de woorden « Indien het personeelslid een ambtsanciënniteit van ten minste 6 jaar telt : » vervangen door de woorden « Het personeelslid komt in aanmerking voor de » ;
- 2° punt 2 wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 13, § 2, van het bovenvermelde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 1 worden de woorden « Indien het personeelslid een dienstanciënniteit van ten minste 10 jaar telt en een ambtsanciënniteit van ten minste 6 jaar : » vervangen door de woorden « Het personeelslid komt in aanmerking voor de » ;
- 2° punt 2 wordt opgeheven.

TITEL VIII. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs

Art. 12. In artikel 12, § 2, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 1° worden de woorden « Indien het personeelslid een ambtsanciënniteit van ten minste 6 jaar telt : » vervangen door de woorden « Het personeelslid komt in aanmerking voor de » ;
- 2° punt 2° wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 13, § 2, van het bovenvermelde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 1° worden de woorden « Indien het personeelslid een dienstanciënniteit van ten minste 10 jaar telt en een ambtsanciënniteit van ten minste 6 jaar : » vervangen door de woorden « Het personeelslid komt in aanmerking voor de » ;
- 2° punt 2° wordt opgeheven.

TITEL IX. — Bepaling tot wijziging van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977

Art. 14. In het tweede lid, 1°, van artikel 76 (Franse Gemeenschap) van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden « of aangeworven » worden ingevoegd tussen het woord « aangesteld » en de woorden « , op hun aanvraag » ;
- 2° de woorden « , tenzij ze aangesteld of aangeworven worden in een ambt met een ernstige schaarste » worden toegevoegd na de woorden « de leeftijd van 67 jaar ».

TITEL X. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra

Art. 15. Artikel 10*decies*, § 6, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 december 2011, van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in het tweede lid worden de woorden « wordt de wachtwedde of de wachtweddetoelage van het personeelslid geschorst » vervangen door de woorden « geen enkele wachtwedde of wachtweddetoelage wordt toegekend aan het personeelslid voor de hele duur van de overschrijding ».
- 2° het derde lid wordt vervangen als volgt : « Bij overschrijding van minder dan 15 % van de bedragen bedoeld in §§ 2 en 3 wordt het bedrag de wachtwedde of de wachtweddetoelage van het personeelslid, voor de hele duur van de overschrijding, verminderd naar rata van het percentage van de overschrijding van de inkomsten ten opzichte van deze bedragen zelfs als de activiteit zich niet over het hele jaar uitstrekt. ».

Art. 16. Artikel 10*duodecies*, § 3, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

« In de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de psycho-medisch-sociale centra kan de verlenging bedoeld in het eerste lid toegelaten worden, op aanvraag van het personeelslid, tot 31 augustus van het academiejaar waarin het bovenvermelde personeelslid tot pensioen wordt toegelaten. ».

Art. 17. Artikel 10*vicies*, § 6, van hetzelfde koninklijk besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid worden de woorden « wordt de wachtwedde of de wachtweddetoelage van het personeelslid geschorst » vervangen door de woorden « geen enkele wachtwedde of wachtweddetoelage wordt toegekend aan het personeelslid voor de hele duur van de overschrijding ».

2° het derde lid wordt vervangen als volgt : « Bij overschrijding van minder dan 15 % van de bedragen bedoeld in §§ 2 en 3, wordt het bedrag van de wachtwedde of van de wachtweddetoelage van het personeelslid, voor de hele duur van de overschrijding, verminderd naar rata van het percentage van de overschrijding van de inkomsten ten opzichte van deze bedragen zelfs als de activiteit zich niet over het hele jaar uitstrekt. ».

TITEL XI. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

Art. 18. In artikel 58, § 1, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs wordt het woord « 38 » vervangen door het woord « 16 ».

TITEL XII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 19. In artikel 5 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt in § 2 een punt 20° ingevoegd, luidend als volgt :

« 20° een uitzonderlijk bedrag van 11 000 000 euro verdeeld van 2019 tot 2024, afkomstig uit de beschikbare financiële middelen vermeld in het gedeelte van de begroting van de Franse Gemeenschap behorend tot de sportinfrastructuur, via een verdeling naar de dotatie van het Fonds voor schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap voor het gezamenlijk project sport/school, bedoeld in punt 18°, voor de bouw, te Anderlecht, Leopold de Swaefstraat, van sportinfrastructuur die door de Administratie Lichamelijke opvoeding en Sport beheerd zullen worden. ».

TITEL XIII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs

Art. 20. In artikel 3, § 1, tweede lid, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, worden de woorden « Een leraar technische cursussen en beroepspraktijk » vervangen door de woorden « Een leraar technische cursussen of beroepspraktijk ».

TITEL XIV. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 21. In artikel 29*quater*, 2°, derde lid, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de woorden « Als het personeelslid zich kandidaat stelt in de voorgeschreven vormen en termijnen, in afwijking van artikel 42*bis* van dit decreet, gaat de inrichtende macht over tot de werving in vast verband in de betrekking » ingevoegd na de volgende woorden « is de inrichtende macht ontheven van de verplichting om te verlengen. ».

TITEL XV. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 22. Artikel 35 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt:

« Article 35. — § 1. Bij ontslag verliest een personeelslid aangesteld in tijdelijk verband de bij de betrokken inrichtende macht verworven prioriteit. Deze wordt hem opnieuw verleend als die inrichtende macht hem weer aanwerft.

Bij vrijwillig ontslag verliest het personeelslid aangesteld in tijdelijk verband de bij de betrokken inrichtende macht verworven prioriteit. Deze wordt hem nochtans opnieuw verleend als, na zijn ontslag te hebben ingediend, die inrichtende macht hem weer aanwerft.

§ 2. Bij vrijwillig ontslag verliest het personeelslid benoemd in vast verband de bij de betrokken inrichtende macht verworven prioriteit. Deze wordt hem nochtans opnieuw verleend als, na zijn ontslag te hebben ingediend, die inrichtende macht hem weer aanwerft. ».

Art. 23. In artikel 59, eerste lid worden de volgende woorden ingevoegd «, onverminderd artikel 35, § 2, indien hij opnieuw aangeworven zou zijn door de inrichtende macht die hem vóór zijn ontslag aanwerft » na de woorden «door vrijwillig ontslag ». »

TITEL XVI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs

Art. 24. Er wordt een artikel 5/2 in het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, ingevoegd, luidend als volgt :

«Artikel 5/2. § 1. Op aanvraag van de inrichtende macht kan de minister heel uitzonderlijk een welbepaald verlof toekennen aan het personeelslid dat vrijwillig mobiliteit wil verrichten in het kader van een samenwerkingsprogramma met humanitaire doeleinden en/of internationale handel dat niet deel uitmaakt van het sectoraal subprogramma « Comenius » bedoeld in artikel 5/1, § 1.

§ 2. Het verlof bedoeld in de vorige paragraaf wordt bezoldigd of gesubsidieerd en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld. ».

Art. 25. In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt een punt d ingevoegd, luidend als volgt :

« d. kunnen de verloven wegens opdracht, toegekend voor de uitoefening van de opdracht van preventieadviseur betrekking hebben op een aantal lestijden dat lager is dan dat verworven voor het ambt met volledige prestaties zonder lager te zijn dan 6 lestijden per week voor de personen met prestaties in het basisonderwijs, 5 lestijden per week voor de personen met prestaties in het lager secundair onderwijs en 4 lestijden per week voor de personen met prestaties in het hoger secundair onderwijs, voor de hele duur van deze opdracht. ».

Art. 26. In artikel 14 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid aangevuld als volgt : « , bij een inrichtende macht of een ander beheercentrum zoals bepaald in de artikelen 114 en volgende van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs. ».

TITEL XVII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 27. In artikel 67 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 2, derde lid, 2°, worden de woorden « tussen 2 november 2019 en 1 februari 2020; » vervangen door de woorden « tussen 1 januari 2020 en 30 april 2020; »;
- 2° in paragraaf 2, derde lid, 3°, worden de woorden « tussen 2 november 2020 en 1 februari 2021. » vervangen door de woorden « tussen 1 januari 2021 en 30 april 2021. »;
- 3° in paragraaf 6 wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

« Voor de scholen die hun sturingsplan tussen 1 en 30 april 2019 ingediend hebben, beschikt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst over een termijn van 90 kalenderdagen om de analyse van deze aangepastheid uit te voeren. ».

Art. 28. In artikel 79, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« De leerlingen van de 2de en de 3de graden van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 die meer dan 20 halve dagen afwezigheid zonder reden tellen vóór de dag van de werkelijke inschrijving in de nieuwe school, kunnen onderworpen zijn aan de procedure bedoeld in artikel 26, derde lid en volgende van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie. ».

Art. 29. Artikel 79/5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht kan de meegedeelde aantallen verhogen met toepassing van het vorige lid vanaf de dag bepaald overeenkomstig artikel 79/8, § 1, tweede lid, na de netoverschrijdende inschrijvingscommissie te hebben ingelicht.

Op de dag volgend op de dag vastgesteld overeenkomstig artikel 79/21, § 4, eerste lid, en uiterlijk op de zesde schoolwerkdag van het schooljaar, mag het inrichtingshoofd of de inrichtende macht het aantal leerlingen bedoeld in het eerste lid, 1°, slechts met hoogstens 2% verhogen, naar boven afgerond op de dichtstbijzijnde eenheid, met het op die datum aangegeven aantal. ».

Art. 30. Artikel 79/22 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Vanaf de zesde schoolwerkdag van het schooljaar wordt de inschrijving van een leerling in volgorde afgeschaft als hij / zij niet naar school is gegaan en als noch hijzelf / zijzelf indien hij/zij meerderjarig is, noch zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag oefent, de regelmatigheid van de afwezigheid hebben kunnen bewijzen, zoals bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie.

Wanneer de informatie volgens welke een plaats in volgorde aan de leerling is toegewezen, aan hem wordt meegedeeld na 1 september, is de termijn drie schoolwerkdagen vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving. ».

Art. 31. Artikel 79/24, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Vanaf 1 september, als een leerling aan wie een plaats wordt aangeboden sinds drie schoolwerkdagen afwezig is geweest vanaf het begin van het schooljaar in de inrichting of vanaf de verzending door de netoverschrijdende inschrijvingscommissie ("CIRI") van de informatie volgens welke een plaats aan de leerling aangeboden wordt, en hij de regelmatigheid van zijn afwezigheid niet heeft kunnen bewijzen, zoals bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, registreert de inrichting zijn intrekking en licht de netoverschrijdende inschrijvingscommissie hierover overeenkomstig het vorige lid. ».

Art. 32. Artikel 80, § 1 bis, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De inrichtingen van het basisonderwijs van de Franse Gemeenschap moeten de diensten van de Regering inlichten, voor elke vestiging, over het aantal beschikbare plaatsen voor elk studiejaar in het gewoon onderwijs en voor elk type en maturiteit in het gespecialiseerd onderwijs.

De inrichtingen voor secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap moeten de diensten van de Regering inlichten over de onbeschikbaarheid van plaatsen voor elk studiejaar, elke vorm en elke optie in het gewoon onderwijs en voor elk type, elke vorm, elke fase en elke optie in het gespecialiseerd onderwijs.

Die informatie moet op elk ogenblik van het jaar beschikbaar zijn voor het lopende schooljaar en vanaf de maand januari van het schooljaar daarop.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens welke de gegevens ter beschikking van de diensten van de Regering gesteld moeten worden. ».

Art. 33. In de artikelen 80, § 1, tweede lid, en 88, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord « aanvullend » vervangen door het woord « bijkomend ».

Art. 34. In de artikelen 80, § 3, eerste lid, en 88, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « Met uitzondering van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Onverminderd artikel 79/24 ».

Art. 35. Artikel 88, § 1 bis, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De inrichtende machten of hun afgevaardigde moeten de diensten van de Regering, voor elke vestiging van hun inrichtingen voor basisonderwijs, inlichten over het aantal beschikbare plaatsen voor elk studiejaar in het gewoon onderwijs en voor elk type en maturiteit in het gespecialiseerd onderwijs.

De inrichtende machten of hun afgevaardigde moeten de diensten van de Regering, voor elke inrichting voor secundair onderwijs, inlichten over de onbeschikbaarheid van plaatsen voor elk studiejaar, vorm en optie in het gewoon onderwijs en voor elk type, vorm, fase en optie in het gespecialiseerd onderwijs.

Die informatie moet op elk ogenblik van het jaar beschikbaar zijn voor het lopende schooljaar en vanaf de maand januari voor het schooljaar daarop.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens welke deze bepalingen ter beschikking van de diensten van de Regering gesteld moeten worden. ».

Art. 36. In hoofdstuk X van hetzelfde decreet moeten de woorden « met volledig leerplan » opgeheven worden.

TITEL XVIII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 37. In artikel 100bis van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door een bepaling, luidend als volgt :

« § 2. De Regering richt een Commissie voor de erkenning van nuttige ervaring op, hierna de Commissie genoemd, voor de leden van het onderwijzend personeel van het geheel van de gebieden van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor de personeelsleden die een ambt uitoefenen van de kunstcursussen in het onderwijs met volledig leerplan.

De Commissie beslist of de bekwaamheden die met een getuigschrift bekrachtigd of verklaard en bewezen zijn, ertoe bijdragen de vereiste opleiding waar te nemen voor het te begeven ambt. »;

2° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « de Directeur-generaal van de Algemene Directie Personeel van het Gesubsidieerd Onderwijs of zijn afgevaardigde van minstens rang 12 » vervangen door de woorden « een ambtenaar van minstens rang 12 binnen de diensten die zorgen voor het beheer van de personeelsleden van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan of zijn afgevaardigde van rang 10 » ;

b) in het vierde lid worden de woorden « een definitief advies » vervangen door de woorden « haar beslissing » ;

3° in § 5, tweede lid, worden de woorden « de adviezen worden gegeven » vervangen door de woorden « de beslissingen worden genomen » ;

4° in § 6 worden de woorden « een advies te geven » vervangen door de woorden « een beslissing te nemen » ;

5° in § 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden « aan de Regering een advies van erkenning van nuttige ervaring zoals bepaald in dit artikel meedelen » vervangen door de woorden « neemt een beslissing » ;

b) 2° wordt vervangen als volgt:

« 2° ofwel de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven informeren dat zijn niet over genoeg elementen beschikt om haar beslissing te nemen. De aanvrager beschikt dan over een termijn van vijftien schoolwerkdagen vanaf de bekendmaking om aanvullende elementen aan de Commissie mee te delen. In dat geval is de Commissie ertoe gehouden haar beslissing te nemen binnen de zes maanden na de datum van de ontvangst van de oorspronkelijke aanvraag. ».

6° in § 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden « kan de Regering beslissen op advies van voormelde Commissie, » vervangen door de woorden « kan de Commissie een beslissing nemen » ;

b) in c) worden de woorden « voormelde Commissie » vervangen door het woord « ze ».

TITEL XIX. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

Art. 38. Artikel 45, derde lid, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt vervangen als volgt :

« De aantallen die op 15 januari berekend worden, zijn van toepassing vanaf 1 september tot 31 augustus van het schooljaar volgend op de telling. Worden in aanmerking genomen voor de telling van 15 januari de leerlingen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de leeftijd van minstens twee jaar en half op 15 januari van het lopende schooljaar bereikt hebben;

2° dezelfde kleuterschool of kleutervestiging met afzonderlijke telling bezoeken gedurende minstens acht halve dagen aanwezigheid over acht dagen verdeeld sinds de 11ste dag van de opening van de scholen volgend op de herfstvakantie, op voorwaarde dat, op 15 januari, hun inschrijving niet werd ingetrokken of dat er nadien geen inschrijving is gebeurd in een andere school of vestigingsplaats met afzonderlijke telling ten gevolge van een degelijk vastgestelde schoolverandering. ».

TITEL XX. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en tot organisatie van een procedure voor beperkte afwijking

Art. 39. In artikel 12, § 1, van het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en tot organisatie van een procedure voor beperkte afwijking, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het tweede lid, 1°, worden de woorden « de directeur-generaal van het verplicht onderwijs » vervangen door de woorden « de Administrateur-generaal van het Onderwijs » ;
- 2° in het tweede lid 2, 4°, worden de woorden « of hun respectieve afgevaardigde, » ingevoegd tussen de woorden « Algemene Raad voor het basisonderwijs, » en « behalve als een ervan » ;
- 3° in het tweede lid, 5°, worden de woorden « of hun respectieve afgevaardigde, » ingevoegd tussen de woorden « Algemene Raad voor het secundair onderwijs, » en « behalve als een ervan » ;
- 4° het vijfde lid wordt vervangen door een lid, luidend als volgt :

« De commissie kan pas geldig beraadslagen als de helft van haar leden aanwezig is. Als het quorum niet bereikt wordt, kan de commissie, na een tweede oproeping, geldig beraadslagen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. ».

TITEL XXI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs

Art. 40. Artikel 7, § 2, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, kan de Regering tot de verplichte organisatie van hoogstens twee bijkomende halve dagen opleiding op het niveau bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, beslissen, waarvan ze, voor de betrokken inrichtingen, de doelgroep, het aantal, de besproken thema(s) vaststelt, alsook, in voorkomend geval, de periode waarin ze georganiseerd worden. De Regering kan de hele doelgroep in groepen verdelen en de organisatie van deze bijkomende halve dagen over een maximum van drie schooljaren spreiden. Behoudens met instemming van de federaties van de inrichtende machten en van de inrichtende macht van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, evenals van de vakbonden, neemt zij deze beslissingen minstens een jaar vóór de organisatie van deze opleidingen.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering tot de verplichte organisatie van hoogstens vier bijkomende halve dagen opleiding op de niveaus bedoeld in artikel 3, § 1, 2° of 3° beslissen, waarvan ze, voor de betrokken inrichtingen, de doelgroep, het aantal, de besproken thema(s) vaststelt, alsook, in voorkomend geval, de periode waarin ze georganiseerd worden.

De Regering kan de hele doelgroep in groepen verdelen en de organisatie van deze bijkomende halve dagen over een maximum van drie schooljaren spreiden. Behoudens met instemming van de federaties van de inrichtende machten en van de inrichtende macht van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, evenals van de vakbonden, neemt zij deze beslissingen minstens een jaar vóór de organisatie van deze opleidingen.

De opleidingen bedoeld in paragraaf 1 kunnen ter plaatse of op afstand georganiseerd worden.

De bijkomende halve dagen opleiding bedoeld in het vierde en het vijfde lid kunnen niet tussen 6 juli en 25 augustus georganiseerd worden. Ze kunnen slechts van 1 tot 5 juli en/of van 26 tot 31 augustus georganiseerd worden als identieke opleidingen ook voor de personeelsleden tussen 1 september en 30 juni voorgesteld worden.

In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, kan de Regering de bijkomende halve dagen bedoeld in het vierde en het vijfde lid opleggen aan elk personeelslid dat in tijdelijk verband aangesteld of aangeworven wordt.

Een forfaitaire premie wordt aan de personeelsleden toegekend wanneer de Regering de schorsing van de cursussen niet toestaat zodat de bijkomende halve dagen opleiding bedoeld in het vierde en het vijfde lid tijdens de uren georganiseerd kunnen worden waarin de personeelsleden de opdracht hebben van hun klas. De Regering bepaalt het bedrag hiervan, de toekenningsvoorwaarden en de nadere regels voor het verkrijgen ervan. De premie betreffende de bijkomende halve dagen opleiding wordt slechts aan personeelsleden toegekend als ze de volledige opleiding gevolgd hebben met inbegrip van deze bijkomende halve dagen.

De bijkomende halve dagen opleiding bedoeld in het vierde en het vijfde lid moeten tijdens het hele jaar door georganiseerd worden; verschillende zittingen met een identieke inhoud moeten op verschillende ogenblikken tijdens het schooljaar en tijdens de vakantie en verloven georganiseerd worden.

De bijkomende halve dagen opleiding die aanleiding geven tot de toekenning van een premie worden in presentie ter plaatse tijdens het weekend of tijdens de schoolvakantie of -verloven georganiseerd of op afstand buiten de uren waarin het personeelslid verantwoordelijk is voor de opdracht van zijn klas.

Over een periode van zes schooljaren kan het geheel van de verplichte opleidingen die op het niveau bedoeld in artikel 3, § 1, 1° georganiseerd worden, één derde van het geheel van de verplichte opleidingen niet overschrijden.

De Regering evalueert het stelsel zowel vanuit het technisch standpunt als vanuit het budgettaire standpunt en bepaalt de nadere regels voor deze evaluatie. ».

Art. 41. Artikel 7, § 3, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

TITEL XXII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan

Art. 42. Artikel 8, § 2, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, wordt aangevuld met een tekst, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid kan de Regering tot de verplichte organisatie van hoogstens twee bijkomende halve dagen opleiding op het niveau bedoeld in artikel 5, 1° beslissen, waarvan ze, voor de betrokken inrichtingen, de doelgroep, het aantal of de besproken thema(s) vaststellen, alsook, in voorkomend geval, de periode waarin ze georganiseerd worden. De Regering kan de hele doelgroep in groepen verdelen en de organisatie van deze bijkomende halve dagen over een maximum van drie schooljaren spreiden. Behoudens met instemming van de federaties van de

inrichtende machten, van de inrichtende macht van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en van de vakbonden, neemt zij deze beslissingen minstens een jaar vóór de organisatie van deze opleidingen.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering tot de verplichte organisatie van hoogstens vier bijkomende halve dagen opleiding op de niveaus bedoeld in artikel 5, 2° of 3° beslissen, waarvan ze, voor de betrokken inrichtingen, de doelgroep, het aantal of de besproken thema(s) vaststellen, alsook, in voorkomend geval, de periode waarin ze georganiseerd worden. De Regering kan de hele doelgroep in groepen verdelen en de organisatie van deze bijkomende halve dagen over een maximum van drie schooljaren spreiden. Behoudens met instemming van de federaties van de inrichtende machten, van de inrichtende macht van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en van de vakbonden, neemt zij deze beslissingen minstens een jaar vóór de organisatie van deze opleidingen.

De opleidingen bedoeld in paragraaf 1 kunnen ter plaatse of op afstand georganiseerd worden.

De bijkomende halve dagen opleiding bedoeld in het vierde en het vijfde lid kunnen niet tussen 6 juli en 25 augustus georganiseerd worden. Ze kunnen slechts van 1 tot 5 juli en/of van 26 tot 31 augustus georganiseerd worden als identieke opleidingen ook voor de personeelsleden tussen 1 september en 30 juni voorgesteld worden.

Een forfaitaire premie wordt aan de personeelsleden toegekend wanneer de Regering de schorsing van de cursussen niet toestaat zodat de bijkomende halve dagen opleiding bedoeld in het vierde en het vijfde lid tijdens de uren georganiseerd kunnen worden waarin de personeelsleden de opdracht hebben van hun klas. De Regering bepaalt het bedrag hiervan, de toekenningsvoorwaarden en de nadere regels voor het verkrijgen ervan. De premie betreffende de bijkomende halve dagen opleiding wordt slechts aan de personeelsleden toegekend als ze de volledige opleiding gevolgd hebben met inbegrip van deze bijkomende halve dagen.

De bijkomende halve dagen opleiding bedoeld in het vierde en het vijfde lid moeten tijdens het hele jaar door georganiseerd worden; verschillende zittingen met een identieke inhoud moeten op verschillende ogenblikken tijdens het schooljaar en tijdens de vakantie en verloven georganiseerd worden. De bijkomende halve dagen opleiding die aanleiding geven tot de toekenning van een premie worden in presentie ter plaatse tijdens het weekend of tijdens de schoolvakantie of -verloven georganiseerd of op afstand buiten de uren waarin het personeelslid verantwoordelijk is voor de opdracht van zijn klas.

Over een periode van zes schooljaren kan het geheel van de verplichte opleidingen die op het niveau bedoeld in artikel 5, 1° georganiseerd worden, één derde van het geheel van de verplichte opleidingen niet overschrijden.

De Regering evalueert het stelsel zowel vanuit het technisch standpunt als vanuit het budgettaire standpunt en bepaalt de nadere regels voor deze evaluatie. ».

Art. 43. In artikel 8, § 4, worden het tweede en het derde lid opgeheven.

TITEL XXIII - Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden.

Art. 44. In artikel 1, § 1, van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, wordt 7° opgeheven.

TITEL XXIV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

Art. 45. In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, in artikel 4, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in 9° wordt het woord « gespecialiseerd » telkens opgeheven ;
- 2° 11° wordt vervangen door « meester godsdienst : personeelslid belast met uitsluitend de cursus van de overeenstemmende godsdienst » ;
- 3° er wordt een 18° toegevoegd, luidend als volgt « 18° meester psychomotoriek : personeelslid dat cursussen psychomotoriek verleent. ».

Art. 46. In hetzelfde decreet wordt een artikel 8^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8^{quater}. Het gespecialiseerd onderwijs kan op het basis- en secundair niveau in de vorm van een klas of een vestiging met inclusief onderwijs georganiseerd worden.

Een klas met inclusief onderwijs is een klassengroep van leerlingen met specifieke behoeften ingeschreven in het gespecialiseerd onderwijs van type 2 al dan niet autistisch of van type 3 voor de leerlingen met autisme gevestigd binnen een school van het gewoon onderwijs. De eerste bedoeling voor de leerlingen die behoren tot dit type project is een sociale en relationele inclusie om verschillende leerprocessen in een schoolomgeving van het gewoon leven te verwerven.

Een vestiging met inclusief onderwijs is samengesteld uit één of meer klassen voor inclusief onderwijs. ».

Art. 47. In hetzelfde decreet wordt artikel 9, tweede lid, opgeheven.

Art. 48. In hetzelfde decreet, in artikel 12, § 1, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Bovendien wordt de inschrijving in het gespecialiseerd secundair onderwijs van type 8 toegestaan met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- ofwel volgt de leerling het gespecialiseerd lager onderwijs van type 8 tussen 15 oktober en 30 juni van het vorige jaar en voor zover hij zijn Getuigschrift basisstudies niet behaald heeft;
- ofwel beschikt de leerling, tussen 15 oktober en 30 juni van het vorige jaar, over een oriëntatieattest naar het gespecialiseerd onderwijs van type 8 en is in volledige permanente integratie in het gewoon lager onderwijs en voor zover hij zijn getuigschrift basisstudies niet behaald heeft. ».

Art. 49. In hetzelfde decreet wordt artikel 12, § 3, gewijzigd als volgt :

« § 3. Indien een leerling die het gespecialiseerd onderwijs heeft verlaten, vraagt om in het gespecialiseerd onderwijs opnieuw te worden ingeschreven binnen een termijn van minder dan twee jaar, hoeft geen nieuw inschrijvingsverslag te worden opgemaakt behalve als de leerling heroriënteerd wordt naar een type dat verschillend is van het type dat vermeld wordt op het oorspronkelijke attest.

Als een leerling die over een oriëntatieattest naar het gespecialiseerd onderwijs beschikt, nooit ingeschreven is geweest in het gespecialiseerd onderwijs, maar vraagt om in dit onderwijs te worden ingeschreven binnen een termijn van minder dan twee jaar vanaf de datum van de ondertekening van dit oriëntatieattest hoeft geen nieuw inschrijvingsverslag te worden opgemaakt behalve als de leerling heroriënteerd wordt naar een ander type dan dat vermeld op het oorspronkelijke attest.

Op aanvraag van de directeur van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs wordt een beknopt verslag bezorgd door het psycho-medisch-sociaal centrum van de laatste school waar de leerling naar school ging. ».

Art. 50. In artikel 17 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Cursussen psychomotoriek kunnen georganiseerd worden. Deze lessen worden door een meester psychomotoriek gegeven. ».

Art. 51. In artikel 20, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « door een meester psychomotoriek, », ingevoegd na de woorden « worden waargenomen ».

Art. 52. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « aan een leermeester psychomotoriek, » ingevoegd tussen de woorden « lichamelijke opvoeding » en de woorden « een leermeester handenarbeid ».

Art. 53. In hetzelfde decreet, in artikel 26*bis*, § 3, vierde lid, worden de woorden « Tijdens de eerste drie jaren, » ingevoegd voor het woord « twee ».

Art. 54. In artikel 29 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. De kleuteronderwijzers, de personeelsleden die activiteiten van leermeesters opvoedingsactiviteiten uitoefenen, de leermeesters geïndividualiseerd onderwijs en de leermeester psychomotoriek met volledige prestaties verstrekken het aantal lestijden van werk in de klas bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten. ».

Art. 55. In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

« § 1. De onderwijzers, de leermeesters handenarbeid, de leermeesters muziekopvoeding, de leermeesters tweede taal, de leermeesters niet-confessionele zedenleer en godsdienst, filosofie en burgerzin, de personeelsleden die activiteiten van leermeesters geïndividualiseerd onderwijs uitoefenen alsook van leermeesters opvoedingsactiviteiten en van leermeester psychomotoriek met volledige prestaties verstrekken het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 3° en 4°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten. »;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Na de voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie voor de officiële onderwijsinrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van instanties voor lokaal overleg of bij gebrek eraan, de vakbondsafvaardigingen voor de inrichtingen van het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kan de directeur, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, de personeelsleden die activiteiten uitoefenen van titularissen, leermeesters geïndividualiseerd onderwijs, leermeesters opvoedingsactiviteiten en leermeesters psychomotoriek, leermeesters handenarbeid, leermeesters muziekopvoeding, leermeesters tweede taal, leermeesters niet confessionele zedenleer en godsdienst en filosofie en burgerzin opdragen te zorgen voor het toezicht op de leerlingen 15 minuten voor het begin van de lessen en tien minuten na hun einde zonder dat de globale tijd van de lesprestaties en het toezicht zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 4), van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, en de dienstopdrachten op school en aan de leerlingen bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11 van ditzelfde decreet, 1560 minuten per week kan overschrijden.

De totale duur van de prestaties bedoeld in het eerste lid wordt ten belope verminderd wanneer het personeelslid dat activiteiten uitoefent van titularis, leermeester geïndividualiseerd onderwijs, leermeester opvoedingsactiviteiten en leermeester psychomotoriek, leermeester handenarbeid, leermeester muziekopvoeding, leermeester tweede taal of leermeester niet confessionele zedenleer en godsdienst en filosofie en burgerzin geen volledige uurregeling presteert. . ».

Art. 56. In artikel 43*bis*, § 1, laatste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « wordt vastgesteld » opgeheven.

Art. 57. In artikel 44*bis* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van een studiemeester-opvoeder » vervangen door de woorden « van een opvoeder » ;

2° in het vierde lid worden de woorden « studiemeester-opvoeders » vervangen door het woord « opvoeders ».

Art. 58. In artikel 46, § 3, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht : de woorden « 1, 3, 4, 5, 6 of 7. » worden vervangen door de woorden « 1, 3, 4, 5, 6, 7 of 8. ».

Art. 59. Artikel 55 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. In het kader van de opleidingen waarvoor er een profiel bestaat zoals bedoeld in artikel 47 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, kan de Regering, na gemotiveerd advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, de programmering toestaan van een opleiding die behoort tot een andere sector en/of een andere groep van beroepsmensen dan deze die in de schoolinrichting georganiseerd worden. ».

Art. 60. In artikel 57, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt het woord « beroeps » ingevoegd vóór het woord « secundair » en na het woord « van ».

Art. 61. In artikel 67*bis*, § 6, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « Tijdens de eerste drie jaar, » ingevoegd vóór het woord « twee ».

Art. 62. In artikel 68 van hetzelfde decreet, in paragraaf 1, tweede lid, na het woord « cursussen », worden de woorden « wijsbegeerte en niet-confessionele zedenleer » vervangen door de woorden « godsdienst, niet-confessionele zedenleer, filosofie en burgerzin ».

Art. 63. In artikel 69 van hetzelfde decreet, in paragraaf 1, na het woord « cursussen », wordt het woord « wijsbegeerte » vervangen door de woorden « godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin ».

Art. 64. In artikel 81, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden «de inspecteur » opgeheven.

Art. 65. In artikel 87 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden « 1, 2, 3, 4, 6 en 7 » vervangen door de woorden « 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8. » ;

2° in 3° worden de woorden « 1, 2, 3, 4, 6 en 7 » vervangen door de woorden « 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8. ».

Art. 66. In artikel 88, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « 1, 2, 3, 4, 6 en 7. » vervangen door de woorden « 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8. ».

Art. 67. In artikel 91, § 1, van hetzelfde decreet wordt een 18°*bis* ingevoegd tussen 18° en 19°, luidend als volgt :
« 18°*bis* Onderwijs van type 8 en vorm 3 : 7 ».

Art. 68. In artikel 96 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van studiemeester-opvoeder » vervangen door de woorden « van opvoeder » ;

2° in het vierde lid worden de woorden « studiemeesters-opvoeders » vervangen door het woord « opvoeders ».

Art. 69. Artikel 107 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« 15° in het onderwijs van type 8 van het secundair niveau : 0,5. ».

Art. 70. In artikel 111, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van studiemeester-opvoeder » vervangen door de woorden « van opvoeder ».

Art. 71. In artikel 112, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van studiemeester-opvoeder » vervangen door de woorden « van opvoeder ».

Art. 72. In artikel 113*bis*, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden « 1, 2, 3, 4, 6 en 7. » vervangen door de woorden « 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8. ».

Art. 73. In artikel 116*bis*, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van studiemeesters-opvoeders » vervangen door de woorden « van opvoeder ».

Art. 74. In artikel 131, 3°, van hetzelfde decreet worden de woorden « 1, 2, 3, 4, 5, 6, en 7. » vervangen door de woorden « 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 en 8. ».

Art. 75. In artikel 132, § 2, van hetzelfde decreet wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt :

« Voor elke leerling die tot het gespecialiseerd secundair onderwijs van type 8 behoort, wordt de begeleiding waargenomen door het personeel van het gespecialiseerd secundair onderwijs van type 8 of door het personeel van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 of vorm 4. ».

Art. 76. In artikel 133, § 1, vijfde lid, van hetzelfde decreet wordt het woord « secundair » opgeheven.

Art. 77. In artikel 136, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden « en, in voorkomend geval de psycho-medisch-sociale teams van de gespecialiseerde school en de gewone school » ingevoegd tussen de woorden « die de leerling ontvangt » en «, alsook de nadere regels »;

2° 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° het advies van het psycho-medisch-sociale centrum dat de leerling begeleidt bij de indiening van het voorstel tot integratie ; ».

Art. 78. In artikel 152 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden « en, in voorkomend geval, de psycho-medisch-sociale teams van de gespecialiseerde school en de gewone school » ingevoegd tussen de woorden « die de leerling ontvangt » en «, alsook de nadere regels »;

2° 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° het advies van het psycho-medisch-sociale centrum dat de leerling begeleidt bij de indiening van het voorstel tot integratie ; ».

Art. 79. Artikel 196 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden, die als volgt luiden:

“In afwijking van het vorige lid kan de Regering de organisatie van één of meer bijzondere vestigingen voor gespecialiseerd onderwijs van type 5 toestaan, ook al was dit type niet reeds georganiseerd of gesubsidieerd in de school.

Elke school die gespecialiseerd type 2- of type 3-onderwijs organiseert en die voldoet aan de rationalisatienormen van Afdeling 2 van dit hoofdstuk, kan een inclusieve klas of vestiging organiseren van hetzelfde type als die welke reeds in de inrichting zijn georganiseerd.

Leerlingen die zijn ingeschreven in een inclusieve klas of inrichting genereren een lestijdenpakket dat volgens dezelfde regels kan worden gebruikt als voor leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs van het type onderwijs waartoe zij behoren.

Een inclusieve vestiging, zoals gedefinieerd in artikel 8*quater*, bestaat uit minstens zeven leerlingen. Om deze norm te bereiken, kunnen type 2- en type 3-leerlingen, evenals kleuter- en lager onderwijsleerlingen, bij elkaar worden opgeteld, op voorwaarde dat deze twee niveaus reeds in de inrichting zijn georganiseerd.

Het lestijdenpakket gebruikt voor de omkadering dat door de studenten die zijn ingeschreven in de inclusieve vestiging wordt gegenereerd, wordt verhoogd met een halve opdracht voor het onderwijzend personeel. Deze halve opdracht kan worden omgezet in een halve opdracht voor een paramedisch of educatief ambt.

Het personeelslid dat deze halve opdracht geniet, is onder andere belast met het zoeken en ontwikkelen van de synergieën die noodzakelijk zijn voor de geleidelijke integratie van de leerlingen in het gewoon onderwijs, het voorbereiden van de cursusreeksen om het kind in een succesvolle toestand te plaatsen, het voorstellen van werkhypothesen, het beheren van de aankomst- en vertrektijden van de school, het ontwikkelen van geprivilegieerde contacten met beide directies en het informeren van het personeel van het gewoon onderwijs over de inclusieve vestiging. ».

Art. 80. Artikel 208, lid 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen door een bepaling die als volgt luidt:

„Indien niet aan deze minimumeisen wordt voldaan, worden de vormen die niet aan de norm voldoen per 1 september daaropvolgend afgeschaft of wordt de school afgeschaft, behoudens afwijking verleend door de Regering indien de vormen of de school aan een reële behoefte in het onderwijsgebied beantwoorden (beantwoordt). ».

Art. 81. Artikel 209 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden, als volgt luidend:

„Elke school die gespecialiseerd type 2- of type 3-onderwijs organiseert en die voldoet aan de rationalisatienormen van Afdeling 2 van dit hoofdstuk, kan een inclusieve klas of vestiging organiseren van hetzelfde type als die welke reeds in de inrichting zijn georganiseerd.

Leerlingen die zijn ingeschreven in een inclusieve klas of inrichting genereren een lestijdenpakket dat volgens dezelfde regels kan worden gebruikt als voor leerlingen in het gespecialiseerd onderwijs van het type onderwijs waartoe zij behoren.

Een inclusieve vestiging, zoals gedefinieerd in artikel 8^{quater}, bestaat uit minstens zeven leerlingen. Om deze norm te bereiken, kunnen type 2- en type 3-leerlingen, evenals kleuter- en lager onderwijsleerlingen, bij elkaar worden opgeteld, op voorwaarde dat deze twee niveaus reeds in de inrichting zijn georganiseerd.

Het lestijdenpakket gebruikt voor de omkadering dat door de studenten die zijn ingeschreven in de inclusieve vestiging wordt gegenereerd, wordt verhoogd met een halve opdracht voor het onderwijzend personeel. Deze halve opdracht kan worden omgezet in een halve opdracht voor een paramedisch of educatief ambt.

Het personeelslid dat deze halve opdracht geniet, is onder andere belast met het zoeken en ontwikkelen van de synergieën die noodzakelijk zijn voor de geleidelijke integratie van de leerlingen in het gewoon onderwijs, het voorbereiden van de cursusreeksen om het kind in een succesvolle toestand te plaatsen, het voorstellen van werkhypothesen, het beheren van de aankomst- en vertrektijden van de school, het ontwikkelen van geprivilegieerde contacten met beide directies en het informeren van het personeel van het gewoon onderwijs over de inclusieve vestiging. ».

TITEL XXV. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de methode voor het aantonen van de functionele kennis van de Franse taal

Art. 82. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de methode voor het aantonen van de functionele kennis van de Franse taal, worden de woorden „artikel 20, tweede lid, van het decreet” vervangen door de woorden „artikel 20, § 3, van het decreet”.

TITEL XXVI. — Bepalingen om jonge leerkrachten te stabiliseren in het kader van de strijd tegen de schaarste

HOOFDSTUK EEN. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden in het gesubsidieerd officieel onderwijs*

Art. 83. In artikel 28, 1^o, vierde lid, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden in het gesubsidieerd officieel onderwijs, worden na de woorden „- in onderling overleg” de woorden „mits goedkeuring door de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen” toegevoegd.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs*

Art. 84. In artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In het laatste lid van paragraaf 4, worden na de woorden „- in onderling overleg” de woorden „mits goedkeuring door de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen” toegevoegd;

2^o In dezelfde paragraaf 4 wordt een nieuw en laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

„In alle gevallen komt het de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen toe om de redenen die in het verzoek om niet-verlenging worden opgegeven, soeverein te beoordelen. »;

3^o Er wordt een nieuwe paragraaf 5 toegevoegd, die als volgt luidt: „§ 5. Verzoeken om niet-verlenging met voorafgaande toestemming van de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen moeten elk jaar, op straffe van verval, vóór 31 mei bij deze commissie worden ingediend. ».

Art. 85. Aan artikel 16, § 5, van bovengenoemd besluit wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

„De lijst van de opdrachten die het personeelslid in het kader van zijn terbeschikkingstelling bij de inrichtende macht kunnen worden toevertrouwd, wordt per besluit door de bevoegde functionele minister bepaald.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs*

Art. 86. In artikel 13 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In dezelfde paragraaf 4 wordt een tweede lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

“In alle gevallen komt het de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen toe om de redenen die in het verzoek om niet-verlenging worden opgegeven, soeverein te beoordelen. »;

2° Er wordt een nieuwe paragraaf 5 toegevoegd, die als volgt luidt: “§ 5. Verzoeken om niet-verlenging met voorafgaande toestemming van de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen moeten elk jaar, op straffe van verval, vóór 31 mei bij deze commissie worden ingediend. ».

Art. 87. Aan artikel 16, § 5, van bovengenoemd besluit wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

“De lijst van de opdrachten die het personeelslid in het kader van zijn terbeschikkingstelling bij de inrichtende macht kunnen worden toevertrouwd, wordt per besluit door de bevoegde functionele minister bepaald.

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs*

Art. 88. In artikel 11 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het laatste lid van paragraaf 4, worden na de woorden “- in onderling overleg” de woorden “mits goedkeuring door de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen” toegevoegd;

2° In dezelfde paragraaf 4 wordt een nieuw en laatste lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

“In alle gevallen komt het de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen toe om de redenen die in het verzoek om niet-verlenging worden opgegeven, soeverein te beoordelen. »;

3° Er wordt een nieuwe paragraaf 5 toegevoegd, die als volgt luidt: “§ 5. Verzoeken om niet-verlenging met voorafgaande toestemming van de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen moeten elk jaar, op straffe van verval, vóór 31 mei bij deze commissie worden ingediend. ».

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs*

Art. 89. In artikel 15 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In dezelfde paragraaf 4 wordt een tweede lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

“In beide gevallen komt het de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen toe om de redenen die in het verzoek om niet-verlenging worden opgegeven, soeverein te beoordelen. »;

2° Er wordt een nieuwe paragraaf 5 toegevoegd, die als volgt luidt: “§ 5. Verzoeken om niet-verlenging met voorafgaande toestemming van de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen moeten elk jaar, op straffe van verval, vóór 31 mei bij deze commissie worden ingediend. ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie*

Art. 90. In artikel 11 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In dezelfde paragraaf 4 wordt een tweede lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

“In alle gevallen komt het de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen toe om de redenen die in het verzoek om niet-verlenging worden opgegeven, soeverein te beoordelen. »;

2° Er wordt een nieuwe paragraaf 5 toegevoegd, die als volgt luidt: “§ 5. Verzoeken om niet-verlenging met voorafgaande toestemming van de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen moeten elk jaar, op straffe van verval, vóór 31 mei bij deze commissie worden ingediend. ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie*

Art. 91. In artikel 12 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In dezelfde paragraaf 4 wordt een nieuw lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

“In alle gevallen komt het de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen toe om de redenen die in het verzoek om niet-verlenging worden opgegeven, soeverein te beoordelen. »;

- 2° Er wordt een nieuwe paragraaf 5 toegevoegd, die als volgt luidt: "§ 5. Verzoeken om niet-verlenging met voorafgaande toestemming van de Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen moeten elk jaar, op straffe van verval, vóór 31 mei bij deze commissie worden ingediend. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.*

Art. 92. In artikel 16 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs:

- 1° in paragraaf 3, onder a) en b), worden de woorden "of, bij wijze van experiment voor het schooljaar 2019-2020, op 1 september van het volgende schooljaar, indien het beoogde ambt binnen de inrichtende macht al door een tijdelijk personeelslid wordt vervuld. Voor de toepassing van de maatregelen die voorafgaan aan de terbeschikkingstelling, wordt het aldus op 1 september aangewezen personeelslid geacht in ambt te zijn getreden op 30 juni daarvoor" toegevoegd na de woorden "op 1 november".
- 2° in paragraaf 4, eerste lid van de punten a) en b), woorden de woorden "of, bij wijze van experiment voor het schooljaar 2019-2020, op 1 september van het volgende schooljaar, indien het beoogde ambt binnen de inrichtende macht al door een tijdelijk personeelslid wordt vervuld. Voor de toepassing van de maatregelen die voorafgaan aan de terbeschikkingstelling, wordt het aldus op 1 september aangewezen personeelslid geacht in ambt te zijn getreden op 30 juni daarvoor" toegevoegd na de woorden "het winterverlof".

TITEL XXVII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs*

Art. 93. In artikel 27, eerste lid, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt de zin "De resultaten van de gezamenlijke externe proef kunnen geen aanleiding geven tot de rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen." vervangen door de zin "Onverminderd de analyse die het mogelijk maakt om de scholen met een prestatieafwijking bedoeld in artikel 68, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, te identificeren, en onverminderd de door de Regering vastgestelde nadere regels voor het bepalen van de toewijzing van de in artikel 4bis, § 6, bedoelde lestijden, van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, bedoeld om te experimenteren met praktijken die het mogelijk maken de leerlingen in de tweede cyclus van de eerste stap van het pedagogische continuüm in verband met het leren lezen een differentiatieonderwijs te bieden en hen persoonlijk te begeleiden, kunnen de resultaten van de niet-certificerende externe evaluatie niet leiden tot een rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen.».

Art. 94. In artikel 36/8, lid 1, van bovengenoemd decreet, wordt de zin "De resultaten van de gezamenlijke externe proef kunnen geen aanleiding geven tot de rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen." vervangen door de zin "Onverminderd de analyse die het mogelijk maakt om de scholen met een prestatieafwijking bedoeld in artikel 68, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, te identificeren, en onverminderd de door de Regering vastgestelde nadere regels voor het bepalen van de toewijzing van de in artikel 16sexies/1, § 1, bedoelde lestijden, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, bedoeld om te experimenteren met praktijken die het mogelijk maken leerlingen van de eerste graad van het secundair onderwijs een differentiatieonderwijs te bieden en hen persoonlijk te begeleiden, kunnen de resultaten van de certificerende externe proeven niet leiden tot een rangschikking van de leerlingen of schoolinrichtingen.».

TITEL XXVIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd*

Art. 95. In artikel 27 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in lid 3 worden tussen de woorden "definitief" en "de inrichtende macht" de woorden "binnen" ingevoegd;
- 2° Er wordt een § 2bis ingevoegd, die als volgt luidt:

"§ 2bis. In afwijking van paragraaf 2, kan de kinderverzorger die een groter aantal dagen anciënniteit heeft opgebouwd bij een andere dan de in lid 2 bedoelde inrichtende macht, verzoeken dat zijn vaste aanstelling bij die andere inrichtende macht plaatsvindt, voor zover dat:

- 1° de kinderverzorger meer dan 360 dagen anciënniteit bij de andere inrichtende macht heeft opgebouwd, waarvan minstens 360 dagen zijn verworven in de vijf schooljaren voorafgaand aan het schooljaar waarin de benoeming wordt voorgesteld;
- 2° de kinderverzorger bij de andere inrichtende macht geen diensten meer heeft verleend, omdat deze laatste niet langer een post als kinderverzorger had gekregen;
- 3° die andere inrichtende macht opnieuw een post heeft gekregen van kinderverzorger die nog niet wordt bezet door een kinderverzorger die, tijdens het schooljaar waarop de voorgestelde benoeming betrekking heeft, op vaste of voorlopige basis is aangesteld.

Indien de kinderverzorger verzoekt om toepassing van deze paragraaf, stelt de in paragraaf 2 bedoelde inrichtende macht de Voorzitter binnen 10 werkdagen na ontvangst van het benoemingsvoorstel hiervan op de hoogte.

Wanneer de Voorzitter instemt met de verificatie van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden, stelt hij de in § 2 bedoelde inrichtende macht daarvan in kennis en dient hij een nieuw benoemingsvoorstel in bij de in het eerste lid bedoelde inrichtende macht. De procedure bedoeld bij paragraaf 2 is van toepassing.

Indien de voorzitter niet instemt met de verificatie van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden, stelt hij de in paragraaf 2 bedoelde inrichtende macht daarvan in kennis. De kinderverzorger beschikt over een nieuwe termijn van 10 werkdagen, te rekenen vanaf de dag waarop de in paragraaf 2 bedoelde inrichtende macht in kennis wordt gesteld van de beslissing van de Voorzitter, om de in paragraaf 2 bedoelde inrichtende macht in kennis te stellen van zijn aanvaarding of weigering van vaste benoeming in haar midden. De procedure van paragraaf 2 is van toepassing. ».

Art. 96. In artikel 37, tweede paragraaf, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in lid 4 worden tussen de woorden "definitief" en "de inrichtende macht" de woorden "binnen" ingevoegd;
- 2° Er wordt een § 2bis ingevoegd, die als volgt luidt:

"§ 2bis. In afwijking van paragraaf 2, kan de kinderverzorger die een groter aantal dagen anciënniteit heeft opgebouwd bij een andere dan de in lid 2 bedoelde inrichtende macht, verzoeken dat zijn vaste aanstelling bij die andere inrichtende macht plaatsvindt, voor zover dat:

- 1° de kinderverzorger meer dan 360 dagen anciënniteit bij de andere inrichtende macht heeft opgebouwd, waarvan minstens 360 dagen zijn verworven in de vijf schooljaren voorafgaand aan het schooljaar waarin de benoeming wordt voorgesteld;
- 2° de kinderverzorger bij de andere inrichtende macht geen diensten meer heeft verleend, omdat deze laatste niet langer een post als kinderverzorger had gekregen;
- 3° die andere inrichtende macht opnieuw een post heeft gekregen van kinderverzorger die nog niet wordt bezet door een kinderverzorger die, tijdens het schooljaar waarop de voorgestelde benoeming betrekking heeft, op vaste of voorlopige basis is aangesteld.

Indien de kinderverzorger verzoekt om toepassing van deze paragraaf, stelt de in paragraaf 2 bedoelde inrichtende macht de Voorzitter binnen 10 werkdagen na ontvangst van het benoemingsvoorstel hiervan op de hoogte.

Wanneer de Voorzitter instemt met de verificatie van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden, stelt hij de in § 2 bedoelde inrichtende macht daarvan in kennis en dient hij een nieuw benoemingsvoorstel in bij de in het eerste lid bedoelde inrichtende macht. De procedure bedoeld bij paragraaf 2 is van toepassing.

Indien de voorzitter niet instemt met de verificatie van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden, stelt hij de in paragraaf 2 bedoelde inrichtende macht daarvan in kennis. De kinderverzorger beschikt over een nieuwe termijn van 10 werkdagen, te rekenen vanaf de dag waarop de in paragraaf 2 bedoelde inrichtende macht in kennis wordt gesteld van de beslissing van de Voorzitter, om de in paragraaf 2 bedoelde inrichtende macht in kennis te stellen van zijn aanvaarding of weigering van vaste benoeming in haar midden. De procedure van paragraaf 2 is van toepassing. »

TITEL XXIX. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs

Art. 97. In artikel 5, § 2, van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalonderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In lid 2 worden de woorden "2020/2021 tot 2025/2026" vervangen door de woorden "2019/2020 tot 2024/2025";
- 2° In lid 3 worden de woorden "31 mei 2026" vervangen door de woorden "31 mei 2025". »

TITEL XXX. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie

Art. 98. In artikel 4 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, wordt een als volgt luidend punt 21° ingevoegd:

"21° bemiddeling: het vertrouwelijke en gestructureerde proces van vrijwillig overleg tussen partijen in conflict dat plaatsvindt met de hulp van een onafhankelijke, neutrale en onpartijdige derde partij die de communicatie vergemakkelijkt en probeert de partijen zelf tot een oplossing te brengen. »

Art. 99. Artikel 7, § 3, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid:

"Uitzonderlijke omstandigheden zijn onder andere klachten bij de Regeringsdiensten die door bemiddeling kunnen worden opgelost. »

Art. 100. Artikel 7, § 4, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

"In het basisonderwijs, ongeacht uitzonderlijke omstandigheden, en in het secundair onderwijs, kan de hulp van de Schoolbemiddelingsdienst worden aangevraagd in geval van spanningen in het kader van de invoering van redelijke aanpassingen, overeenkomstig artikel 102/2, § 1, van het "opdrachtendecreet"."

Art. 101. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 4, die als volgt luidt:

"§ 4. De bemiddelaars brengen aan hun Coördinatoren verslag uit over hun acties, teneinde hen in staat te stellen hun in artikel 9, § 3, beschreven opdrachten te vervullen, via de door de Regeringsdiensten ter beschikking gestelde instrumenten. »

Art. 102. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 3, als volgt geformuleerd:

"§ 3. De ambtenaren van deze Cel zijn aan het beroepsgeheim onderworpen. »

Art. 103. Artikel 25, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

"In het secundair onderwijs, zodra een minderjarige leerplichtige leerling 9 halve dagen onverantwoord afwezig is, moet het inrichtingshoofd dit melden aan de Algemene directie voor het leerplichtonderwijs. »

Art. 104. Artikel 26, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Een meerderjarige leerling die tijdens hetzelfde schooljaar meer dan 20 halve dagen onverantwoorde afwezigheid telt, kan van de inrichting worden uitgesloten volgens de nadere regels van de artikelen 81, § 2, 82, 83, 89, § 2, 90 en 91 van het "opdrachtendecreet.""

TITEL XXXI. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs

Art. 105. In artikel 3 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt een artikel 8 toegevoegd dat als volgt luidt:

« § 8. De ambtsprofielen in het gewoon onderwijs voor het ambt van CEFA-begeleider bedoeld in § 1 en opvoeder bedoeld in § 2 en in het gespecialiseerd onderwijs voor de ambten van ergotherapeut, verpleegkundige, kinesitherapeut, logopedist, kinderverzorger, maatschappelijk werker en psycholoog bedoeld in de §§ 3, 4 en 5, worden bij besluit van de Regering vastgesteld, en voor het gesubsidieerd onderwijs, na raadpleging van de bevoegde paritaire commissie bedoeld in artikel 91, § 1, 1°, a, en 2°, a, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs en in artikel 85, 1°, van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs. ».

TITEL XXXII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wiskunde, basiswetenschappen en algemene wetenschappen en van de gemeenschappelijke eindcompetenties en kennis op het einde van de kwalificatie-afdeling van de technische en beroepshumaniora in wetenschappelijke opvoeding, in het Frans en in economische en sociale opleiding, alsook in historische en aardrijkskundige opleiding

Art. 106. In artikel 11, § 1, van het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wiskunde, basiswetenschappen en algemene wetenschappen en van de gemeenschappelijke eindcompetenties en kennis op het einde van de kwalificatie-afdeling van de technische en beroepshumaniora in wetenschappelijke opvoeding, in het Frans en in economische en sociale opleiding, alsook in historische en aardrijkskundige opleiding, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het tweede lid, punt 1°, worden de woorden "de algemeen administrateur van het onderwijs en wetenschappelijk onderzoek" vervangen door "de algemeen administrateur van het onderwijs of zijn afgevaardigde";
- 2° In lid 2, punt 4°, worden de woorden "of hun respectieve afgevaardigden," ingevoegd tussen de woorden "Algemene raad voor het secundair onderwijs," en "tenzij een van hen";
- 3° lid 5 wordt vervangen door een lid dat als volgt luidt:

"De commissie kan alleen geldig beraadslagen en beslissen als de helft van haar leden aanwezig is. Indien dit quorum niet wordt bereikt, kan de commissie, na een tweede oproeping, geldig beraadslagen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. ».

TITEL XXXIII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de gemeenschappelijke eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wetenschappelijke opvoeding en van de minimale competenties in wiskunde op het einde van de kwalificatie-afdeling indien het aanleren van wiskunde in het studieprogramma voorkomt

Art. 107. In artikel 6, § 1, van het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de gemeenschappelijke eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wetenschappelijke opvoeding en van de minimale competenties in wiskunde op het einde van de kwalificatie-afdeling indien het aanleren van wiskunde in het studieprogramma voorkomt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het tweede lid, punt 1°, worden de woorden "de algemeen administrateur van het onderwijs en wetenschappelijk onderzoek" vervangen door "de algemeen administrateur van het onderwijs of zijn afgevaardigde";
- 2° In lid 2, punt 4°, worden de woorden "of hun respectieve afgevaardigden," ingevoegd tussen de woorden "Conseil général de l'enseignement secondaire," en "tenzij een van hen";
- 3° lid 5 wordt vervangen door een lid dat als volgt luidt:

"De commissie kan alleen geldig beraadslagen en beslissen als de helft van haar leden aanwezig is. Indien dit quorum niet wordt bereikt, kan de commissie, na een tweede oproeping, geldig beraadslagen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. ».

TITEL XXXIV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs

Art. 108. In het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In het opschrift van afdeling I van Hoofdstuk I worden de woorden "De verantwoordelijke dienst" vervangen door de woorden "De verantwoordelijke Directie";
- 2° In de artikelen 1, § 2, 4, § 1, 1°, 4, § 3, 7°, en 5, § 4 worden de woorden "van de Dienst" vervangen door de woorden "van de Directie";
- 3° In de artikelen 1, § 3, 2, 6, § 3, lid 3, 17 en 25 worden de woorden "de Dienst" vervangen door de woorden "de Directie";
- 4° In artikel 21, leden 1 en 2, worden de woorden "in de Dienst" vervangen door "in de Directie";
- 5° In artikel 21, lid 2, worden de woorden "van deze Dienst" vervangen door "van deze Directie";
- 6° In de artikelen 23 en 28 worden de woorden "de bedoelde Dienst" vervangen door "de bedoelde Directie".

Art. 109. In artikel 6, § 3, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen de leden 2 en 3 wordt een nieuw ingevoegd, dat als volgt luidt:

“De Regering bepaalt in dezelfde lijst de studieoriëntaties waarvoor het bezit van bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het consortium voor de validatie van competenties of een getuigschrift van bekwaamheid met betrekking tot de studieoriëntatie waarvoor zij de examens wenst af te leggen, verplicht is. »;

2° In het laatste lid van hetzelfde decreet worden de woorden “het vorige lid” vervangen door de woorden “de voorgaande leden”.

Art. 110. Artikel 6, § 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

“§ 4. Alleen tijdens de eerste cyclus worden er twee examenssessies georganiseerd die leiden tot het behalen van het diploma voor toegang tot het hoger onderwijs. Deelname aan examens is alleen toegestaan tijdens de ene of de andere sessie. ».

Art. 111. Artikel 7, § 3, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

“§ 3. Komt in aanmerking voor de examens voor het verkrijgen van het diploma voor toegang tot het hoger onderwijs:

1° elke kandidaat die op het moment van inschrijving 16 jaar oud is;

2° elke kandidaat die een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad heeft behaald. ».

Art. 112. Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Om zich in te schrijven moet de kandidaat deelnemen aan een verplichte informatiesessie, georganiseerd door de Directie die belast is met de organisatie van de examencommissies, over de proeven die hij wenst af te leggen. ».

Art. 113. In artikel 9, lid 2, en artikel 18, §§ 1 en 2, worden de woorden “de Voorzitter” vervangen door de woorden “de Voorzitter of zijn afgevaardigde”.

Art. 114. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 3, lid 2, worden de woorden “moderne taal I (4 u)” vervangen door de woorden “moderne taal I (2 u)”;

b) § 4, lid 2, wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Ze moeten examens afleggen in:

— vijf verplichte vakken: Frans (3 uur), wiskunde (2 uur), moderne taal I (2 uur) (Nederlands, Duits, Engels), wetenschappelijke opleiding (2 uur), historische en geografische opleiding (2 uur);

— de theoretische en praktische cursussen van de gegroepeerde basisoptie.

Art. 115. Artikel 19, § 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

“§ 4. In afwijking van § 3, 2°, wordt een beraadslaagde beslissing genomen over de kandidaat die:

1° minstens 50 % van het totale aantal punten dat aan alle vakken wordt toegekend, heeft behaald, en in één of meer vakken tussen 40 % en 50 % heeft behaald;

2° minstens 60 % van het totale aantal punten dat aan alle vakken wordt toegekend, heeft behaald, en in een vak minder dan 40 % heeft behaald. ».

Art. 116. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “binnen vijf dagen” vervangen door “binnen tien dagen”;

2° In lid 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “binnen 12 werkdagen” worden vervangen door de woorden “binnen 14 dagen”;

b) de woorden “binnen twee werkdagen” worden vervangen door de woorden “binnen vier dagen”.

Art. 117. Artikel 23 van voormeld decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

“De Regering of haar afgevaardigde sluit met elke examinerator een overeenkomst, waarvan het model in de bijlage bij dit besluit is opgenomen. De duur van dit contract mag niet langer zijn dan de periode waarvoor de examinerator is aangesteld. ».

ANNEXE : Modèle contrat relatif à la rémunération des examinateurs pour les jurys de l'enseignement secondaire
MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE - CONTRAT RELATIF AUX JURYS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Entre les soussignés :

Le ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant les jurys de l'enseignement secondaire dans ses attributions, d'une part, ci-après dénommé « Le ministre »

Et

Madame/Monsieur... d'autre part, ci-après dénommé «l'examinateur»,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, le ministre charge l'examinateur de préparer les examens, de surveiller les examens, d'interroger les candidats, de corriger les examens, de préparer les délibérations, d'assurer la consultation des examens par les candidats, d'exécuter toute autre tâche administrative en lien avec les missions du Service qui assure l'organisation des jurys et de se tenir à la disposition des candidats pour toute information préalable ou postérieure relative aux examens.

Article 2 - Conformément aux articles 6 et 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, les examinateurs percevront une indemnité de 60 euros pour des prestations d'une journée entière et une indemnité de 30 euros pour des prestations d'une demi-journée. Une journée entière comprend minimum six heures de prestation. Une demi-journée comprend minimum trois heures de prestation.

Article 3 - Le présent contrat est conclu pour la durée de la désignation conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire. Il est automatiquement reconduit en cas de nouvelle désignation.

Fait à Bruxelles, le, en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour le ministre, L'Examinateur,

Vu pour être annexé au décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire. ».

Art. 118. In artikel 25 van hetzelfde decreet worden de woorden "het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs" vervangen door "het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst".

TITEL XXXV. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 22 maart 2018 tot bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2017 tot bepaling van de eindtermen op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs betreffende de moderne talen, de minimale competenties inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling alsook op het einde van de doorstromingsafdeling, de minimale competenties inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de kwalificatieafdeling, wanneer het aanleren van een moderne taal in het studieprogramma opgenomen is, de eindcompetenties en kennis vereist in het Frans op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling alsook op het einde van de doorstromingsafdeling

Art. 119. In artikel 5, § 1, van het decreet van 22 maart 2018 tot bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2017 tot bepaling van de eindtermen op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs betreffende de moderne talen, de minimale competenties inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling alsook op het einde van de doorstromingsafdeling, de minimale competenties inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans op het einde van de kwalificatieafdeling, wanneer het aanleren van een moderne taal in het studieprogramma opgenomen is, de eindcompetenties en kennis vereist in het Frans op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling alsook op het einde van de doorstromingsafdeling, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2, punt 4°, worden de woorden "of hun respectieve afgevaardigden," ingevoegd tussen de woorden "Algemene raad voor het secundair onderwijs," en "tenzij een van hen";

2° lid 5 wordt vervangen door een lid dat als volgt luidt:

"De commissie kan alleen geldig beraadslagen als de helft van haar leden aanwezig is. Indien dit quorum niet wordt bereikt, kan de commissie na een tweede oproeping geldig beraadslagen en beslissen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. ».

TITEL XXXVI. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 19 april 2018 tot bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2018 tot vaststelling van de competenties en de kennis vereist in aardrijkskunde op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling en de eindcompetenties en kennis vereist in aardrijkskunde op het einde van de doorstromingsafdeling

Art. 120. Het vijfde lid van artikel 5, § 1, van het decreet van 19 april tot bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2018 tot vaststelling van de competenties en de kennis vereist in aardrijkskunde op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling en de eindcompetenties en kennis vereist in aardrijkskunde op het einde van de doorstromingsafdeling, wordt vervangen door een als volgt luidende paragraaf:

"De commissie kan alleen geldig beraadslagen als de helft van haar leden aanwezig is. Indien dit quorum niet wordt bereikt, kan de commissie na een tweede oproeping geldig beraadslagen en beslissen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. ».

TITEL XXXVII. — Bepaling tot wijziging van het besluit van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst

Art. 121. In artikel 19, § 2, eerste lid, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, worden de woorden "elke persoon die niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in paragraaf 1, 7°" vervangen door de woorden "elke persoon die niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in paragraaf 1, 7°, of aan de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 7° voldoet, maar niet aan punt 8°".

Art. 122. In artikel 144, § 3, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, wordt lid 8 vervangen door de volgende tekst:

"Tijdens de toelatingsprocedure voor de stage onder artikel 143, 1°, selecteert de examencommissie de 12 hoogst gerangschikte kandidaten voor het ambt van zonedirecteur en de 150 hoogst gerangschikte kandidaten voor het ambt van afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst op basis van de resultaten verkregen na het schriftelijk gedeelte van de toelatingsproef voor de stage. Tijdens de procedure voor de toelating tot de stage overeenkomstig artikel 143, 2°, selecteert de examencommissie de 15 hoogst gerangschikte kandidaten voor het ambt van zonedirecteur en de 105

hoogst gerangschikte kandidaten voor het ambt van afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst op basis van de resultaten die na het schriftelijk gedeelte van het toelatingsexamen voor de stage worden verkregen. ».

TITEL XXXVIII. — Bepaling tot wijziging van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten

Art. 123. In de artikelen 23, vijfde lid, en 25, eerste lid, van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten, wordt het cijfer "23" vervangen door het cijfer "24".

TITEL XXXIX. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 10 januari 2019 tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 124. In artikel 32 van het decreet van 10 januari 2019 tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in § 1 worden tussen de woorden "voor (dit) deze nieuwe ambt(en)" en "De toepassing van deze bepaling" de woorden "of indien het personeelslid deze specialiteit vóór 1 september 2019 daadwerkelijk bij de betrokken inrichtende macht heeft onderwezen gedurende 150 dagen voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en 180 dagen voor het gesubsidieerd vrij onderwijs, berekend volgens de nadere regels die eigen zijn aan elk statuut" ingevoegd;
- 2° in § 2 worden na de woorden "het vereiste of voldoende geachte bekwaamheidsbewijs" de woorden "voor dat of deze nieuwe ambt(en) of indien het personeelslid deze specialiteit vóór 1 september 2019 daadwerkelijk in de betrokken inrichtende macht heeft gegeven gedurende 150 dagen voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en 180 dagen voor het gesubsidieerd vrij onderwijs, berekend volgens de nadere regels die eigen zijn aan elk statuut" toegevoegd. »

TITEL XL. — Diverse bepalingen voor huisonderwijs

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 tot coördinatie van de wetten op het lager onderwijs

Art. 125. In het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 tot coördinatie van de wetten op het lager onderwijs, wordt artikel 8, vierde lid, opgeheven.

Art. 126. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "geen enkele school bedoeld in het voorlaatste lid van artikel 8 of die hun niet de in het laatste lid van hetzelfde artikel bedoelde informatie hebben verstrekt" vervangen door de woorden "geen enkele school die door de Franse Gemeenschap is georganiseerd of gesubsidieerd of die niet de in artikel 2 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bedoelde verklaring heeft doen toekomen.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-medische en sociale centra

Art. 127. Artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-medische en sociale centra, wordt aangevuld met de volgende woorden: "en ten behoeve van de minderjarigen bedoeld in artikel 5 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap".

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra, zoals aangevuld door het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra

Art. 128. Artikel 3 van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psychosociale centra, zoals aangevuld door het decreet van 19 februari 2009 tot organisatie van de gedifferentieerde versterking van de technische personeelsformatie van de psycho-medisch-sociale centra, wordt aangevuld met een paragraaf die als volgt luidt:

"Op verzoek van de Commissie voor huisonderwijs of de Regeringsdiensten, voeren de door de Franse Gemeenschap georganiseerde centra ook hun opdrachten uit ten aanzien van minderjarigen als bedoeld in artikel 5 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs. ».

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 129. Artikel 2 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 2: De verantwoordelijken van de leerplichtige minderjarige die hem les willen geven buiten een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school, zenden uiterlijk op 5 september van elk jaar een verklaring aan de Regeringsdiensten over. Deze verklaring kan na deze datum worden ingediend indien de leerplichtige minderjarige zich tijdens het schooljaar in België vestigt.

Wanneer deze personen hun kinderen onderwijs laten volgen in een school die door de Franse Gemeenschap noch georganiseerd noch gesubsidieerd wordt, kunnen zij, onder hun verantwoordelijkheid, deze verplichting aan de directie van deze school toevertrouwen.

De vorm van de verklaring wordt bepaald door de Regering. ».

Art. 130. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt een punt 4° toegevoegd, dat als volgt luidt:

"4° gelegen op het grondgebied van een aan België grenzende staat en waarvan de aanwezigheid kan leiden tot het uitreken van een door de Regering van die staat erkend diploma of getuigschrift".

Art. 131. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden "de gegevens bedoeld in artikel 8 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957" vervangen door de woorden "de verklaring bedoeld in artikel 2".

Art. 132. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Artikel 5 - Een leerplichtige minderjarige die noch in een inrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ingeschreven is noch in een in artikel 3 bedoelde inrichting, kan tot het huisonderwijs worden toegelaten, mits hij op het tijdstip van de in artikel 2 bedoelde verklaring voldoet aan de in de artikelen 18, 19 en 20 gestelde voorwaarden.

Personen die verantwoordelijk zijn voor minderjarigen die leerplichtonderwijs moeten volgen en die niet aan de in het vorige lid vastgestelde voorwaarden voldoen, kunnen een met redenen omklede aanvraag om afwijking indienen. Zij vermeldt de redenen waarom niet aan deze voorwaarden is voldaan en de doelstellingen van het huisonderwijs. Ze gaat samen met een individueel opleidingsplan en verantwoordingsdocumenten.

De in artikel 6 bedoelde Voorzitter van de Commissie wijst de aanvraag af indien het dossier kennelijk onvolledig of de aanvraag kennelijk ongegrond is.

Voor ontvankelijke aanvragen kan de Commissie, na raadpleging van de algemene inspectiedienst, een afwijking toestaan. In dat geval stelt zij de termijn vast waarbinnen aan de voorwaarden voor de certificering moet worden voldaan, alsmede de nadere regels voor het toezicht op het huisonderwijs, en onderzoekt zij in voorkomend geval de aanvraag in het licht van artikel 12.

In geval van weigering schrijven de verantwoordelijken van de leerplichtige minderjarige zich in bij een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school of bij een inrichting zoals bedoeld in artikel 3. De Commissie stelt de termijn vast waarbinnen de verantwoordelijke personen het bewijs van inschrijving moeten leveren. ».

Art. 133. In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "de gegevens bedoeld in artikel 8 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957" vervangen door de woorden "de verklaring bedoeld in artikel 2".

Art. 134. In artikel 13 van hetzelfde decreet wordt de zin aangevuld met de volgende woorden:

"Op basis van deze documenten ziet de algemene inspectiedienst erop toe dat het kind voldoende pedagogische ondersteuning ontvangt om hem in staat te stellen het in artikel 11 of het door de Commissie overeenkomstig artikel 12 vastgestelde onderwijsniveau te bereiken."

Art. 135. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid:

"De controle op het niveau van de studies kan ook gecentraliseerd worden georganiseerd in de gebouwen van de administratieve zetel van de Algemene Inspectiedienst. ».

Art. 136. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In lid 1 wordt, tussen de eerste en tweede zin, de volgende zin ingevoegd: "Hij beslist tevens of de in artikel 13 bedoelde documenten toereikend zijn om de doelstellingen te bereiken";

2° in het derde lid, zoals gewijzigd door het decreet van 12 juli 2012 tot wijziging van verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs, worden tussen de woorden "op basis van de niet-naleving van artikel 11 op het huisonderwijs" en de woorden "bij een negatieve beslissing" de woorden "bij een nieuwe controle" ingevoegd;

3° de leden 5 tot en met 9 worden opgeheven.

Art. 137. In hetzelfde decreet wordt een artikel 17/1, luidend als volgt, ingevoegd:

"Artikel 17/1. — Wanneer het wegens de afwezigheid van de leerplichtige minderjarige niet mogelijk is geweest het studieniveau te controleren en de Commissie besluit dat deze afwezigheid niet gerechtvaardigd is, schrijft de verantwoordelijke persoon de leerplichtige minderjarige in bij een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichting of een in artikel 3 bedoelde inrichting."

Art. 138. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1, zoals vervangen door het decreet van 12 juli 2012 tot wijziging van verschillende bepalingen inzake leerplichtonderwijs, wordt aangevuld met de volgende zin: "Indien slechts één van beide controles aanleiding heeft gegeven tot een negatieve beslissing van de Commissie, beoordeelt zij of de leerplichtige minderjarige thuis zijn schoolopleiding kan voortzetten. ».

2° de leden 3 tot en met 8 worden opgeheven.

Art. 139. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling III bis "Terugkeer naar een inrichting die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd" ingevoegd.

Art. 140. In afdeling III bis, ingevoegd bij artikel 109, wordt een artikel 22/1 ingevoegd als volgt:

"Artikel 22/1. Voor minderjarige leerplichtige kinderen die zijn ingeschreven bij een inrichting die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd op grond van een beslissing van de Commissie of met toepassing van artikel 21, stelt de Commissie voor het gewoon onderwijs en, met inachtneming van artikel 22/2, voor het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, de vorm, de afdeling en het studiejaar waarvoor de minderjarige die leerplichtonderwijs moet volgen, moet worden ingeschreven.

De Commissie bepaalt, voor het gespecialiseerd onderwijs, de aard en, in voorkomend geval, de vorm alsook de mate van rijpheid of de fase voor de inschrijving van de onder de leerplicht vallende minderjarige.

De Commissie kan een dergelijke beslissing ook nemen wanneer de verantwoordelijke personen om redenen die niet voorzien konden worden bij de in artikel 2 bedoelde verklaring, afzien van het geven van onderwijs aan de minderjarige die thuis leerplichtonderwijs moet volgen, teneinde hem in te schrijven in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting. ».

Art. 141. In dezelfde afdeling wordt een artikel 22/2, ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 22/2. — Wanneer het in artikel 17, lid 3, bedoelde advies van de algemene inspectiedienst tot de conclusie komt dat de leerplichtige minderjarige in het gespecialiseerd onderwijs is opgenomen, wordt dit advies ter kennis gebracht van de verantwoordelijke personen, die bezwaar kunnen aantekenen tegen deze integratie bij de Commissie binnen de vijftien dagen na kennisgeving van het advies. Indien er binnen de termijn overeenstemming is bereikt of geen bezwaar wordt gemaakt, laten de verantwoordelijken de examens bedoeld in artikel 12, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 betreffende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs plaatsvinden. Het verslag van deze examens wordt ter beslissing aan de Commissie toegezonden.

Indien de verantwoordelijke personen, met toepassing van artikel 21, van plan zijn om de minderjarige die aan de leerplichtplicht is onderworpen, in te schrijven voor het gespecialiseerd onderwijs, stellen zij de Commissie binnen 15 dagen na de bekendmaking van de resultaten of het besluit om de verklaring van basisstudie niet toe te kennen, hiervan in kennis en laten zij de examens als bedoeld in artikel 12, lid 1, van het decreet van 3 maart 2004 betreffende het gespecialiseerd onderwijs afnemen. Het verslag van deze examens wordt aan de Commissie toegezonden.

In geval van beroep tegen de beslissing om het getuigschrift van basisstudie niet toe te kennen, vangt de in het vorige lid bedoelde termijn voor kennisgeving aan de Commissie aan op de dag waarop de beslissing van de raad van beroep ter kennis wordt gebracht. ».

Art. 142. In dezelfde afdeling wordt een artikel 22/3 als volgt ingevoegd:

"Artikel 22/3. — Voor de toepassing van de artikelen 22/1 en 22/2 kan de Commissie afwijken van de toelatingsvoorwaarden. Haar beslissing is gebaseerd op de leeftijd en, indien van toepassing, de vooropleiding en de vaardigheden en kennis die de minderjarige in het kader van de leerplicht heeft verworven.

Indien de Commissie zich onvoldoende geïnformeerd acht, kan zij de algemene inspectiedienst verzoeken een verslag als bedoeld in artikel 17, lid 3, op te stellen. Wanneer de conclusie van dit verslag luidt dat integratie in het gespecialiseerd onderwijs noodzakelijk is, zijn de formaliteiten van artikel 22/2, van toepassing. Wanneer de verantwoordelijke personen de minderjarige inschrijven bij een inrichting die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, kan de Commissie de inrichting ook verzoeken een verslag op te stellen waarin de door de minderjarige verworven vaardigheden en kennis worden gespecificeerd en een oriëntatie wordt voorgesteld. ».

Art. 143. In dezelfde afdeling wordt het volgende artikel 22/4 ingevoegd:

"Artikel 22/4. — Een minderjarige die leerplichtonderwijs moet volgen en die ingeschreven is bij een inrichting die door de Franse Gemeenschap of een inrichting als bedoeld in artikel 3 wordt georganiseerd of gesubsidieerd, na een beslissing van de Commissie of overeenkomstig artikel 21, blijft gedurende minstens één volledig schooljaar ingeschreven. Indien de verantwoordelijke personen hem aan het einde van het schooljaar opnieuw buiten een van deze inrichtingen onderwijs willen geven, voegen zij bij de in artikel 2 bedoelde verklaring een individueel opleidingsplan en alle relevante documenten die kunnen aantonen dat het aan huis verstrekte onderwijs in overeenstemming is met artikel 11. De in artikel 2 bedoelde verklaring wordt aangevuld met een individueel opleidingsplan en alle relevante documenten die kunnen aantonen dat het aan huis verstrekte onderwijs in overeenstemming is met artikel 11.

Indien de Commissie van oordeel is dat niet is vastgesteld dat aan artikel 11 van het huisonderwijs is voldaan, schrijven de verantwoordelijken de minderjarige waarvoor de leerplicht geldt, in bij een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school of bij een inrichting als bedoeld in artikel 3."

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen aan het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie

Art. 144. In artikel 4, 3°, a), van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, wordt punt 2° aangevuld met de woorden "tenzij het gaat om een situatie zoals bedoeld in de artikelen 17, derde of vierde lid, 17/1 of 21 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor het voldoen aan de leerplicht buiten het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs".

TITEL XLI. — Programma om toezicht te houden op het einde van de gedelegeerde opdracht van St'Art SA om modulaire paviljoens voor scholen te leveren.

Art. 145. Bij dit decreet worden opgeheven:

- 1° artikel 48, lid 3, van het programmadecreet van 18 december 2013 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, cultuur, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hoger onderwijs, de schoolgebouwen en onderzoek;
- 2° artikel 52bis, § 1, 1°, van voormeld programmadecreet;
- 3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 waarbij het "Fonds d'investissement St'art" het beheer van modulaire paviljoenen wordt toevertrouwd om nieuwe plaatsen te creëren in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basisscholen.

Art. 146. De Regering is belast met:

- 1° het beëindigen van de overeenkomst inzake delegatie van opdracht aan St'Art SA;
- 2° het terugkopen van de modulaire paviljoens die momenteel eigendom zijn van St'Art SA;
- 3° het eisen van St'Art SA van de terugbetaling van het saldo van de subsidie dat op de dag waarop de gedelegeerde opdracht eindigt, nog niet door St'Art SA is gebruikt;
- 4° het vorderen van St'Art SA van de terugbetaling van kapitaalsubsidies in verhouding tot de niet-afgeschreven restwaarde van de afgestane modulaire paviljoens.

Voor de toepassing van dit artikel is de afschrijvingstermijn voor modulaire paviljoens die welke is opgenomen in de jaarrekening van St'Art SA. Hij mag echter niet minder dan tien jaar zijn.

Art. 147. De Regering beschikt over modulaire paviljoens volgens de volgende nadere regels, gerangschikt in afnemende volgorde van prioriteit:

- 1° ze stelt vragen aan de inrichtende machten die reeds over een of meer modulaire paviljoens beschikken om te bepalen of zij de betrokken paviljoens kosteloos willen terugbrengen of aanschaffen;
- 2° ze ondervraagt andere inrichtende machten om te bepalen of zij belangstelling hebben voor een of meer modulaire paviljoens die kosteloos kunnen worden aangeschaft;
- 3° ze wijst, wanneer relevant, de resterende modulaire paviljoens toe aan andere activiteiten die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd;
- 4° ze draagt de eigendom van de overige paviljoens over aan derden, waarbij voorrang wordt verleend aan projecten van openbaar nut die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen.

Elke inrichtende macht die krachtens dit artikel kosteloos de eigendom van een modulair paviljoen (of meerdere modulaire paviljoens) krijgt, is verplicht haar onderwijsopdracht voor dit/deze te handhaven voor een periode van minstens drie jaar vanaf de datum van het afstaan ervan.

TITEL XLII. — Bepalingen betreffende de opvang en scholarisatie van nieuwkomers

HOOFDSTUK EEN. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften*

Art. 148. In artikel 9bis van het Koninklijk Besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, worden de punten 1° en 2° vervangen door de volgende tekst:

1° 76 € voor een aanvraag tot gelijkwaardigheid met het getuigschrift van basisstudie of een bekwaamheidsbewijs van studies die de toelating mogelijk maken tot het eerste gemeenschappelijke of gedifferentieerde jaar van het gewone secundair onderwijs met volledig leerplan. In afwijking van het voorgaande worden geen kosten aangerekend aan aanvragers die voldoen aan de definitie van een nieuwkomende leerling of die gelijkgesteld worden met een nieuwkomer zoals bedoeld in artikel 2, punten 1° en 2°, van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

- 2° 76 € voor een aanvraag tot gelijkwaardigheid met een attest van bezoek voor het eerste gedifferentieerde jaar, een verslag van verworven bekwaamheden uitgereikt op het einde van het eerste gemeenschappelijke jaar van het gewone secundair onderwijs met volledig leerplan. In afwijking van het voorgaande worden geen kosten aangerekend aan aanvragers die voldoen aan de definitie van een nieuwkomende leerling of die gelijkgesteld worden met een nieuwkomer zoals bedoeld in artikel 2, punten 1° en 2°, van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 149. In artikel 2, 2°, van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de punten b) en c) vervangen door de volgende punten:

“b) ofwel de buitenlandse nationaliteit hebben of na de adoptie de Belgische nationaliteit hebben verkregen, ofwel als staatloos zijn erkend;

c) gedurende minder dan een volledig schooljaar naar een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school zijn gegaan;”.

Art. 150. Aan artikel 10, § 1, van voornoemd decreet wordt een tweede lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

“In het jaar waarin een DASPA wordt opgericht, worden de in artikel 6, § 1, lid 2, bedoelde lestijden berekend op basis van het aantal leerlingen dat op 1 oktober in de DASPA is ingeschreven. »

Art. 151. Artikel 26 van bovengenoemd decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

“De lestijden en lestijden-leraar berekend voor het schooljaar 2018-2019 in het kader van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden verlengd tot 30 september 2019.

Voor het basisonderwijs worden de lestijden berekend voor het schooljaar 2018-2019 overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, verlengd tot 30 september 2019.

Voor het secundair onderwijs worden voor het schooljaar 2019-2020 de lestijden bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, berekend op basis van het aantal leerlingen dat op 1 oktober 2019 in de DASPA is ingeschreven. »

Art. 152. In artikel 36, § 1, van bovengenoemd decreet wordt het woord “officieel” vervangen door het woord “vrij”.

Art. 153. Artikel 38, § 2, van bovengenoemd decreet wordt vervangen door een nieuwe paragraaf 2 die als volgt luidt:

“§ 2. Geen studiegeld voor een oriëntatie op basis van leeftijd kan worden gevraagd aan leerlingen die voldoen aan de definitie van nieuwkomende leerling of die gelijkgesteld worden met een nieuwkomer zoals bedoeld in artikel 2, punten 1° en 2°, van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en die aan de bepalingen betreffende de procedure tot gelijkwaardigheidsverklaring van diploma's niet voldoen. »

**TITEL XLIII. — Bepaling betreffende het instellen van een vrijwillige remediëring
in geval van afwezigheid of niet-vervanging van leerkrachten**

Art. 154. In het gewone en gespecialiseerde secundair onderwijs van vorm 4, in het schooljaar 2018-2019, wanneer een lid van het onderwijzend personeel gedurende minstens 30 schoolwerkdagen, al dan niet achtereenvolgens, afwezig is geweest en niet is vervangen in de cursus(en) die hij onderwees, kan de betrokken school een aanvulling van lestijden-leraar krijgen in 2019-2020 om een vrijwillige remediëring te organiseren voor het vak of de vakgebieden waarvan de inhoud niet werd onderwezen.

Deze aanvullende lestijden-leraar kunnen ook worden toegekend wanneer de betrekking van een onderwijzend personeelslid in de loop van het schooljaar 2018-2019 definitief vacant is geworden en wanneer er geen personeelslid is aangeworven voor het ambt of de ambten dat/die dit personeelslid heeft bekleed gedurende minstens de volgende 30 schoolwerkdagen.

De aanvulling bedoeld in de voorgaande leden komt overeen met 4 wekelijkse lestijden-leraar tussen 1 september 2019 en 31 december 2019, voor elke volledige schijf van 30 schoolwerkdagen afwezigheid of niet-vervanging van een voltijdse leraar in 2018-2019. Ze wordt naar evenredigheid verminderd als de volledige 30 schoolwerkdagen van afwezigheid of niet-vervanging betrekking hebben op een deeltijds leraar. In het geval van een decimaal getal wordt het afgerond tot de hogere eenheid als de eerste decimaal gelijk is aan of groter is dan 5, op de lagere eenheid in de andere gevallen.

Deze aanvulling wordt uiterlijk op 31 augustus 2019 aangevraagd op basis van een formulier waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

De berekening van de schooldagen waarop de leerkracht afwezig is geweest, begint op de eerste dag van afwezigheid en niet op de eerste dag waarop het personeelslid kan worden vervangen.

Alleen de dagen van afwezigheid waarop het personeelslid wettelijk kan worden vervangen, kunnen in aanmerking worden genomen, met uitsluiting van verlofdagen die hij zou genieten en die geen aanleiding geven tot vervanging.

Evenmin omvat het aantal schoolwerkdagen dat in aanmerking moet worden genomen, om in aanmerking te komen voor de aanvulling, de dagen niet waarop geen cursussen zijn gegeven wegens overmacht, een staking van een of meer leerkrachten, de organisatie van een dag of een halve dag opleiding tijdens de loopbaan, de organisatie van interne of externe certificeringsproeven, de organisatie van klassenraden, de organisatie van een vergadering met ouders of de terbeschikkingstelling van de lokalen voor de organisatie van verkiezingen.

Deze aanvulling van lestijden-leraar wordt op vrijwillige basis toegekend door de inrichtende macht of haar afgevaardigde, in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, na toepassing van de statutaire regels voor de toewijzing van betrekkingen aan het personeel.

Dit stelsel is niet van toepassing indien de inrichtende macht werd gemachtigd om, voor een aantal lestijden die overeenstemmen met de niet-toegewezen lestijden, een pedagogische omkadering en/of opvoedende bijstand te organiseren om toezicht te houden op de leerlingen tijdens de lestijden waarin ze niet door een leraar kunnen worden verzorgd, overeenkomstig artikel 6bis van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De toekenning van deze aanvullende lestijden-leraar mag in geen geval leiden tot een vaste benoeming of aanwerving.

De remediëring wordt georganiseerd tijdens de schooltijd. Ze kan ook buiten de schooluren worden georganiseerd, op tussen de directie en de inrichtende macht, het betrokken personeelslid en de betrokken leerlingen overeen te komen tijdstippen, met inachtneming van de regels van het sociaal overleg. De inrichtende macht neemt alle nodige maatregelen om de veiligheid van de leerlingen en personeelsleden te waarborgen, ongeacht het tijdstip van de remediëring.

De Regeringsdiensten worden ertoe gemachtigd om het bestaan van de elementen die zijn opgenomen in het formulier bedoeld in lid 4, alsmede het gebruik van de in dit artikel bedoelde aanvullende lestijden voor de remediëring te controleren. De Regering kan van een inrichtende macht die deze lestijden ten onrechte heeft ontvangen of ze heeft toegewezen om andere doeleinden dan remediëringactiviteiten, eisen dat zij het ontvangen totaalbedrag van de ontvangen lestijden terugbetalen.

TITEL XLIV. — Bepalingen betreffende de selectie- en promotieambten

HOOFDSTUK EEN. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993
tot vaststelling van het statuut van gesubsidieerde personeelsleden in het gesubsidieerde vrij onderwijs*

Art. 155. In artikel 41ter, §§ 1 en 2, van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden in het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de woorden "selectie- of bevorderingsambt van werkplaatsleider" vervangen door de woorden "selectie- of bevorderingsambt".

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut
van de gesubsidieerde personeelsleden in het officiële gesubsidieerde onderwijs*

Art. 156. In artikel 29bis, §§ 1 en 2, van het decreet van 6 juni 1994 betreffende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officiële gesubsidieerde onderwijs, worden de woorden "selectie- of bevorderingsambt van werkplaatsleider" vervangen door de woorden "selectie- of bevorderingsambt".

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007
tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs*

Art. 157. In het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° Artikel 10, § 5, lid 2, wordt aangevuld met de woorden "tenzij het "Institut de la Formation en cours de carrière" certificeert dat de directeur niet in het eerste jaar van zijn mandaat voor deze cursussen kon worden ingeschreven. In dit geval wordt de opleidingsverplichting uitgesteld tot het volgende jaar. »;
- 2° in artikel 33, § 9, tweede lid, worden de woorden "door het "Institut de la Formation en cours de carrière" vervangen door de woorden "door het "Institut de la Formation en cours de carrière" of door de opleidingsinstelling die belast is met de opleiding "netwerktraining".

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van sommige bepalingen met betrekking tot het ambt van directeur*

Art. 158. In artikel 150, 2°, van het decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de ambten van directeur, andere promotieambten en selectieambten, worden de woorden "één van deze ambten" vervangen door de woorden "het betrokken selectie- of promotieambt". »

TITEL XLV. — Bepalingen inzake cursussen Filosofie en Burgerschap

HOOFDSTUK EEN. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 159. In artikel 169^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een vijfde lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

"Niemand mag worden benoemd in het ambt van meester filosofie en burgerschap indien hij niet voldoet aan de voorwaarden opgenomen in artikel 31, met uitzondering van 5°." »

Art. 160. In artikel 169^{quinquies} van hetzelfde koninklijk besluit worden een achtste en negende lid toegevoegd, luidend als volgt:

"Niemand mag worden benoemd in het ambt van meester filosofie en burgerschap indien hij niet voldoet aan de voorwaarden opgenomen in artikel 31, met uitzondering van 5°."

In afwijking van artikel 31, 5°^{bis}, moet de meester filosofie en burgerschap benoemd in een moreel ambt niet houder zijn van het pedagogische bekwaamheidsbewijs om een nieuwe benoeming in het ambt van meester filosofie en burgerschap te genieten.»

Art. 161. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 169^{undecies}/1 als volgt toegevoegd:

"Artikel 169^{undecies}/1. — Niemand kan in het ambt van leraar filosofie en burgerschap worden benoemd indien hij niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 31, met uitzondering van 5°."

In afwijking van artikel 31, 5°^{bis}, moeten de personeelsleden aan wie lestijden filosofie en burgerschap toevertrouwd worden in het kader van artikel 169^{nonies}, §1, 1°, niet houder zijn van het pedagogische bekwaamheidsbewijs om een nieuwe benoeming in het ambt van meester filosofie en burgerschap te genieten.»

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 162. In artikel 49^{quater} van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, wordt een vijfde lid toegevoegd, dat als volgt luidt

"Niemand kan in het ambt van meester filosofie en burgerschap worden benoemd indien hij niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 12, met uitzondering van 5°." »

Art. 163. In artikel 49^{quinquies} van hetzelfde koninklijk besluit wordt een achtste lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

"Niemand kan in het ambt van meester filosofie en burgerschap worden benoemd indien hij niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 12, met uitzondering van 5°." »

Art. 164. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 49^{undecies}/1 als volgt toegevoegd:

"Artikel 49^{undecies}/1. — Niemand kan in het ambt van leraar filosofie en burgerschap worden benoemd indien hij niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 12, met uitzondering van 5°." »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

Art. 165. In artikel 293^{decies} van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid van § 1 worden na de woorden "bepaald in artikel 30 van voormeld decreet van 6 juni 1994" de woorden "met uitzondering van 5° van § 1" toegevoegd;
- 2° in het eerste lid van § 2 worden na de woorden "bepaald in artikel 30 van hetzelfde decreet van 6 juni 1994" de woorden "met uitzondering van 5° van § 1" toegevoegd;
- 3° Er wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt:

"§ 5. In afwijking van artikel 24, § 1, van voornoemd decreet van 6 juni 1994, worden de in dit artikel bedoelde personeelsleden die op 1 september 2021 nog steeds voldoen aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de overgangsbepalingen, geacht houder te zijn van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is om het ambt uit te oefenen en benoemd te worden in het ambt van meester filosofie en burgerschap, onverminderd § 3. Deze bepaling is niet van toepassing voor de vaststelling van het barema." »

Art. 166. In artikel 293^{quatuordecies} van bovengenoemd decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid van § 1, worden na de woorden "bepaald in artikel 42 van voormeld decreet van 1 februari 1993" de woorden "met uitzondering van 3° van § 1" toegevoegd;
- 2° in het eerste lid van § 2 worden na de woorden "bepaald in artikel 42 van hetzelfde decreet" de woorden "met uitzondering van 3° van § 1" toegevoegd;

3° Er wordt een § 5 toegevoegd als volgt:

“§ 5. In afwijking van artikel 34, § 2, van voornoemd decreet van 1 februari 1993 worden de in dit artikel bedoelde personeelsleden die op 1 september 2021 nog steeds voldoen aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de overgangsbepalingen, geacht houder te zijn van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is om het ambt uit te oefenen en benoemd te worden in het ambt van meester filosofie en burgerschap, onverminderd § 3. Deze bepaling is niet van toepassing voor de vaststelling van het barema. ».

Art. 167. In artikel 293*septdecies*/8 van bovengenoemd decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid van § 1 worden na de woorden “bepaald in artikel 30 van voormeld decreet van 6 juni 1994” de woorden “met uitzondering van 5° van § 1” toegevoegd;

2° in het eerste lid van § 2 worden na de woorden “bepaald in artikel 30 van hetzelfde decreet van 6 juni 1994” de woorden “met uitzondering van 5° van § 1” toegevoegd;

3° Er wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 5. In afwijking van artikel 24, § 1, van voornoemd decreet van 6 juni 1994, worden de in dit artikel bedoelde personeelsleden die op 1 september 2021 nog steeds voldoen aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de overgangsbepalingen, geacht houder te zijn van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is om het ambt uit te oefenen en benoemd te worden in het ambt van meester filosofie en burgerschap op de graad waarin zij overgangsmaatregelen genieten, onverminderd § 3. Deze bepaling is niet van toepassing voor de vaststelling van het barema.».

Art. 168. In artikel 293*septdecies*/15 van bovengenoemd decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid van § 1, worden na de woorden “bepaald in artikel 42 van voormeld decreet van 1 februari 1993” de woorden “met uitzondering van 3° van § 1” toegevoegd;

2° in het eerste lid van § 2 worden na de woorden “bepaald in artikel 42 van hetzelfde decreet” de woorden “met uitzondering van 3° van § 1” toegevoegd;

3° Er wordt een § 5 toegevoegd als volgt:

“§ 5. In afwijking van artikel 34, § 2, van voornoemd decreet van 1 februari 1993 worden de in dit artikel bedoelde personeelsleden die op 1 september 2021 nog steeds voldoen aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de overgangsbepalingen, geacht houder te zijn van het bekwaamheidsbewijs dat vereist is om het ambt uit te oefenen en benoemd te worden in het ambt van meester filosofie en burgerschap op de graad waarin zij overgangsmaatregelen genieten, onverminderd § 3. Deze bepaling is niet van toepassing voor de vaststelling van het barema. ».”.

TITEL XLVI. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 maart 2019 tot versteviging van de kosteloze toegang tot het onderwijs

Art. 169. In het decreet van 14 maart 2019 tot versteviging van de kosteloze toegang tot het onderwijs, wordt een artikel 8*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 8*bis*. In afwijking van artikel 100, § 3, tweede lid, 2° en 3°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals ingevoegd bij artikel 4, in het kleuter-, gewoon en gespecialiseerd onderwijs, indien een inrichtende macht zich er vóór 14 maart 2019 contractueel toe heeft verbonden om een culturele of sportieve activiteit, of een pedagogisch verblijf dat gepland is voor het schooljaar 2019-2020, 2020-2021 of 2021-2022 te organiseren, is zij niet verplicht de maximumbedragen die de Regering voor de organisatie van die activiteit of dat verblijf heeft vastgesteld, in acht te nemen.

De Regeringsdiensten worden ertoe gemachtigd om toe te zien op de naleving van de in het vorige lid bepaalde voorwaarde.”.

TITEL XLVII. — Bepalingen met betrekking tot het thesauriebeheer van sommige overheidsinstellingen

Art. 170. In artikel 12 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1967, wordt een §4 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 4. Onverminderd andere toepasselijke wets- of verordeningsbepalingen kan de Regering de instellingen van de Franse Gemeenschap, waarvan het financiële beheer door deze wet wordt geregeld ertoe verplichten hun financiële activa te deponeren op rekeningen die op hun naam zijn geopend bij de kredietinstelling die het ambt van kassier van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap vervult, zoals bedoeld in het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

In dit geval:

- genieten zij kredietopeningsmogelijkheden voor hun leningen van minder dan één jaar, volgens de nadere regels en voorwaarden die tussen de Regering en de in lid 1 bedoelde kassier zijn overeengekomen;
- moeten verrichtingen met een looptijd van meer dan een maand vooraf aan het “Agence de Dette” worden gemeld;
- met uitzondering van de financiële rekeningen van de wettelijke reserves, brengen de financiële rekeningen van elke instelling geen credit- of debetrente in rekening. Een wettelijke reserve wordt gedefinieerd als een reserve waarvan de samenstelling wettelijk verplicht is of voorzien in de beheersovereenkomst van de instelling.

TITEL XLVIII. — Slotbepaling

Art. 171. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019.

In afwijking van het eerste lid, treden de leden 5 en 6 van artikel 79 en de leden 4 en 5 van artikel 81 in werking op 1 september 2020.

In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 36, 93 en 94 in werking binnen een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking van het decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 145, 146 en 147 in werking op een door de Regering te bepalen datum en uiterlijk op 31 december 2019.

In afwijking van het eerste lid worden de wijzigingen die bij artikel 92 van dit decreet worden aangebracht aan artikel 16 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, bij wijze van experiment, slechts voor het schooljaar 2019-2020 van kracht. De Regeringsdiensten zijn belast met de beoordeling van de budgettaire gevolgen van het uitstel van de uitwerkingsdatum voor het einde van het schooljaar, door de Regering te informeren over het aantal lestijden dat onder de experimentele maatregel valt, het aantal leden van het tijdelijk personeel dat zich in de loop van het schooljaar heeft kunnen stabiliseren, de evolutie van de totale omvang van de terbeschikkingstellingen en het gedeeltelijke verlies van de opdracht. Op basis van de uitgevoerde evaluatie kan de Regering het experiment verlengen tot het schooljaar 2020-2021.

In afwijking van het eerste lid heeft artikel 148 uitwerking tussen 1 september 2018 en 31 december 2019.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 117 in werking binnen een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking van het decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 170 treedt in werking op de dag waarop dit decreet wordt bekrachtigd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 825-1. - Commissieamendementen, nr. 825-2. — Commissieverslag nr. 825-3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 825-4 - Amendementen tijdens de vergadering, nr. 825-5. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 825-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 2 mei 2019.

—————
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2019/30573]

12 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant l'équivalence entre le certificat d'enseignement secondaire supérieur de l'Ecole à programmes de la Communauté française de Belgique de Casablanca et le certificat d'enseignement secondaire supérieur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 mai 2019;

Vu le « Test genre » du 2 avril 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 66.167/2 du Conseil d'Etat donné le 4 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par l'Ecole à programmes de la Communauté française de Belgique de Casablanca est reconnu équivalent au certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par les établissements d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Le certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par l'Ecole à programmes de la Communauté française de Belgique de Casablanca est libellé conformément au modèle repris en annexe.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2019.